

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-013**

SÉANCE DU 6 MARS 2025

**POINT A.2.1
APPROBATION DU COMPTE FINANCIER 2024 - AVIGNON UNIVERSITÉ**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 6 mars 2025, sous la présidence d'Alain RICHAUD, Vice-président du Conseil d'administration,

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.712-2 et L.712-3,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment ses articles 202 et 210 à 214 modifiés par le décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et le décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et autorisant diverses expérimentations,
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université,
Considérant qu'en matière budgétaire, conformément à l'article R.719-68 du code de l'éducation, le Conseil d'administration délibère valablement si la moitié des membres en exercice est présente,

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 605,4 ETPT sous plafond et 131,2 ETPT hors plafond
- 68 427 631 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 57 229 880 € personnel
 - 9 283 382 € fonctionnement
 - 1 914 368 € investissement
- 68 978 300 € de crédits de paiement :
 - 57 229 880 € personnel
 - 9 468 134 € fonctionnement
 - 2 280 287 € investissement
- 69 989 373 € de recettes
- + 1 011 073 € de solde budgétaire (excédent)

Article 2 :

Arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- + 1 206 306 € de variation de trésorerie
- - 17 486 € de résultat patrimonial
- 1 843 979 € de capacité d'autofinancement
- + 132 508 € de variation de fonds de roulement

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

Article 3 :

Décide d'affecter le résultat déficitaire de la section de fonctionnement du budget principal, soit à hauteur de – 17 485,93 € en diminution du compte de report à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Article 4 :

Approuve la sortie des immobilisations 2024.

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (15) ou suppléés (7) : 22

Membres absents et non suppléés : 6

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique

Georges Linares

le 11/03/2025 15:27:41 +01:00



Transmise au recteur de région académique, chancelier des universités, et publiée le 12 mars 2025



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Compte financier
2024

Rapport de
l'ordonnateur

Direction des affaires financières

Table des matières

Faits caractéristiques de l'exercice	4
Principaux constats et enseignements de l'exercice.....	5
1 Le fonctionnement	6
1.1 Les produits	6
1.1.1 Les ressources publiques	7
1.1.2 Les ressources propres hors subventions.....	9
1.1.3 La répartition des ressources	10
1.2 Les charges	11
1.2.1 Les charges hors personnel	12
1.2.1.1 Les achats divers.....	12
1.2.1.2 Les services extérieurs.....	13
1.2.1.3 Les charges de gestion.....	16
1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes.....	16
1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions.....	17
1.2.2 Les charges de personnel	17
1.3 Le résultat comptable et son affectation	19
2 L'investissement	19
2.1 Les ressources.....	20
2.2 Les emplois	20
2.3 La capacité d'autofinancement	20
3 Les grands équilibres financiers	21
3.1 Le fonds de roulement	21
3.2 Le besoin en fonds de roulement.....	21
3.3 La trésorerie	22
4 L'analyse en mode GBCP	23
4.1 Les emplois	23
4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires	23
Le taux d'exécution des AE.....	24
Le taux d'exécution des CP.....	24
Le taux d'exécution des recettes.....	25
4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF).....	25
4.4 Le tableau d'équilibre financier.....	27
Glossaire	28

Faits caractéristiques de l'exercice

Effectifs étudiants et évolutions en matière de formation et de recherche

Les **effectifs étudiants** connaissent une baisse depuis 2021-2022. Les inscriptions se sont néanmoins stabilisées autour de 6 550 sur l'année universitaire 2023-2024 (*Effectifs étudiants au 15 nov. 2024*).

Dans ce contexte de forte tension budgétaire, de variation des effectifs étudiants et d'un taux d'étudiants en Master qui se maintient à un niveau assez bas (inférieur ou égal à 15%), les efforts se portent d'une part, sur l'attractivité d'une offre de formation renouvelée qui doit conduire à la réussite et à l'insertion et d'autre part, sur la structuration et la valorisation des partenariats en recherche et formation.

Choix stratégiques et organisationnels

La stratégie de différenciation a orienté les politiques d'établissement depuis plus de 20 ans, autour des deux thématiques « identitaires » – Agrosciences et Culture, patrimoine, sociétés numériques. Elle s'est appuyée sur des partenariats académiques majeurs avec l'INRAE et le CNRS et a conduit, en 2024, à repenser l'organisation interne de l'établissement et ses interfaces avec son environnement socio-économique. Ce processus a abouti à **la création des deux Instituts thématiques, Agrosciences Environnement et Santé (AgES) et Culture Patrimoine Sociétés numériques (CPSN), et aux projets Villa Créative et Villa Naturalité**, instruments au service du développement des partenariats sur nos axes de spécialisation.

La mise en place des instituts s'est accompagnée d'une adaptation des fonctions soutien à la recherche et à la formation, dans les services tels que le Service de formation tout au long de la vie (SFTLV) et la Direction d'appui à la recherche (DARI). La réorganisation a touché également les fonctions supports de l'établissement : la direction des études et de la scolarité (DES) en lien avec les instituts, la mise en place d'une direction du pilotage et de l'amélioration continue (DPAC) et la création d'un centre de service partagé (CSP) à la direction des affaires financières (DAF) depuis le 1^{er} janvier 2025.

Mise en place des contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP)

La déclinaison des orientations stratégiques de l'établissement s'appuie sur des modalités de pilotage qui installent les composantes en portage et en coordination sur toutes les grandes missions de l'établissement, dans leur périmètre thématique, avec la mise en place de Contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) de composantes, organisés autour des mêmes objectifs qui structurent le COMP entre l'établissement et le Ministère.

Faisant partie de la dernière vague de déploiement des COMP, Avignon université a présenté son projet au Ministère au cours du dernier trimestre 2024 qui permet d'envisager un financement au moins à hauteur de 0,8% de sa SCSP sur trois ans afin de dynamiser cette trajectoire dans un environnement budgétaire incertain.

Principaux constats et enseignements de l'exercice

Etablissement

Le compte financier 2024 affiche un résultat déficitaire de **17 k€**.

L'exercice se caractérise par une hausse des charges de **675 k€**, qui se décompose comme suit :

S'élevant à **56,4 M€**, les charges de personnel¹ représentent **79%** de l'ensemble des charges. Elles augmentent de **760 k€** en 2024.

Les charges de fonctionnement s'élèvent à **14,6 M€**, elles baissent de **90 k€** par rapport à 2023.

Les investissements baissent de 1,4 M€ par rapport à 2023 et s'élèvent à **2,9 M€** en 2024.

Dans le même temps, les produits sont relativement stables ; ils s'élèvent à **71 M€** avec une variation de **+ 30 k€** entre 2023 et 2024:

- une augmentation des subventions de **1 160 k€** ;
- une baisse des ventes de produits fabriqués, prestations de service et marchandises de **1 150 k€** ;
- une légère augmentation des reprises sur amortissements, dépréciation et provisions de **40 k€** ;
- les autres produits affichent une petite tendance à la baisse de **- 20k€**.

Les subventions d'investissement (**460 k€**) résultent des financements obtenus dans le cadre du Plan de relance et des appels à projet pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique du 58^{ème} RI et du CPER ainsi qu'un versement de la Région au titre de la recherche.

Par conséquent, le fonds de roulement augmente de **132 k€** et s'élève désormais à **9,04 M€** ; ce qui représente **47** jours de fonctionnement.

La capacité d'autofinancement revient à un niveau permettant de contribuer au financement des dépenses d'investissement **(+ 1,84 M€)**.

La trésorerie s'élève au 31 décembre 2024 à **17,38 M€**, en hausse de **1,2 M€** par rapport à 2023.

Enfin, le solde budgétaire est excédentaire et s'établit à **+ 1 M€**.

Fondation universitaire

Depuis 2024, les comptes de la Fondation sont présentés et votés séparément du budget de l'établissement, conformément aux directives de l'autorité des normes comptables.

Il n'y a eu aucune activité en 2024 se concrétisant par des mouvements financiers, à l'exception de la facture de certification des comptes 2023 et 2024. Ainsi le fonds de roulement s'établit à 271 418€ à fin 2024 dont 250 000€ de part non consommable.

¹ Depuis 2018, ce montant exclut les taxes et impôts sur rémunérations, lesquelles relèvent désormais de l'enveloppe des charges de fonctionnement.

1 Le fonctionnement

L'exercice 2024 confirme la volonté de l'établissement de maîtriser sa situation financière. Les charges ont été contenues; seules les charges de personnel ont connu une augmentation sensible en raison du coût croissant des mesures salariales, partiellement financées. Les produits affichent une stabilité globale ; ce qui a engendré un résultat déficitaire de **17 k€**.

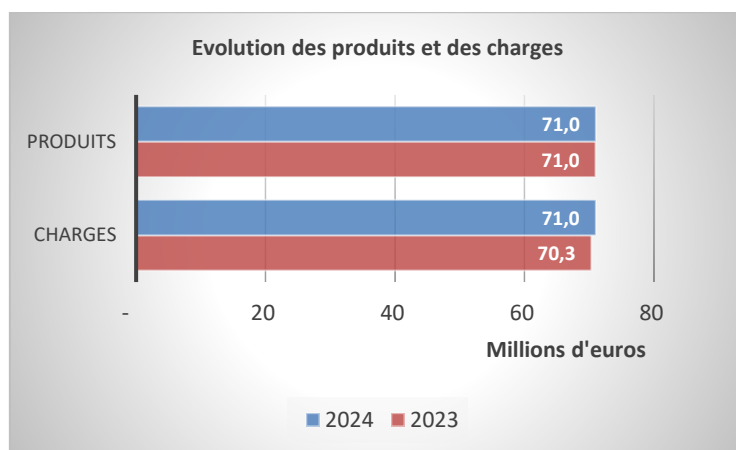


Figure 1

Les produits restent à **70,99 M€** en 2024 (à peine **+ 30 k€** par rapport à 2023).

Les charges s'élèvent à **71 M€** en 2024 contre **70,35 M€** en 2023, soit une hausse de **650 k€**.

1.1 Les produits

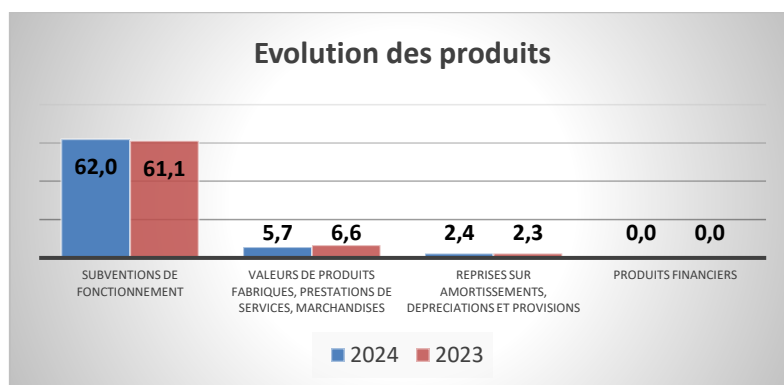


Figure 2

Le montant global des produits s'élève à **70,99 M€** soit une variation de **+ 30 k€** par rapport à 2023.

Cette stabilité globale des produits est le résultat d'une **augmentation des subventions de + 1 160 k€**. Parallèlement d'autres produits ont sensiblement baissé, notamment les ventes de produits fabriqués, prestations de service et marchandises **(- 1 150 k€)** et les « autres produits » **(- 20k€)** tandis que les reprises sur amortissements, dépréciation et provisions affichent une légère augmentation **(+ 40 k€)**.

Le taux de réalisation des produits :

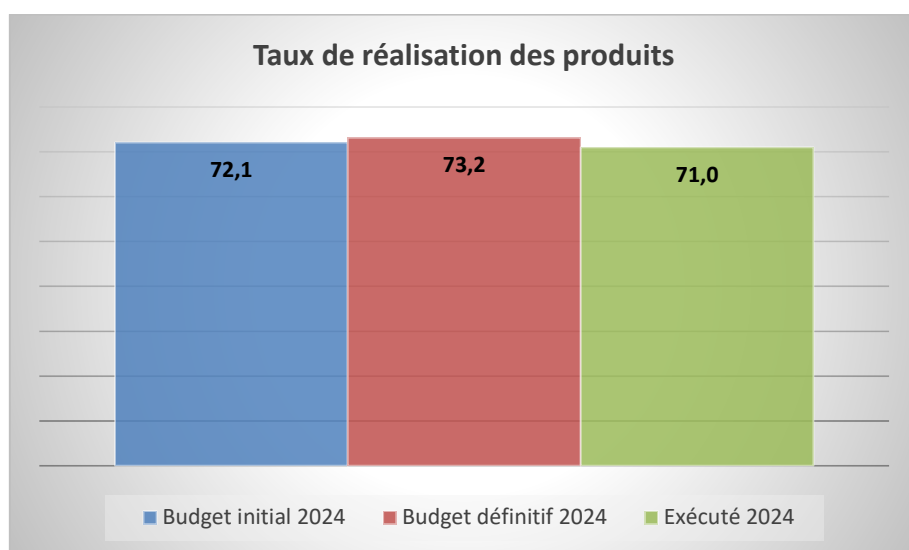


Figure 3

Le taux de réalisation des produits est proche de 100% (**99 %** du budget initial, **97 %** du budget définitif), traduisant, malgré la prudence des prévisions de l'établissement, le défaut de connaissance précise de sa subvention pour charges de service public annuelle ainsi que certaines subventions liées aux opérations de recherche notamment.

1.1.1 Les ressources publiques

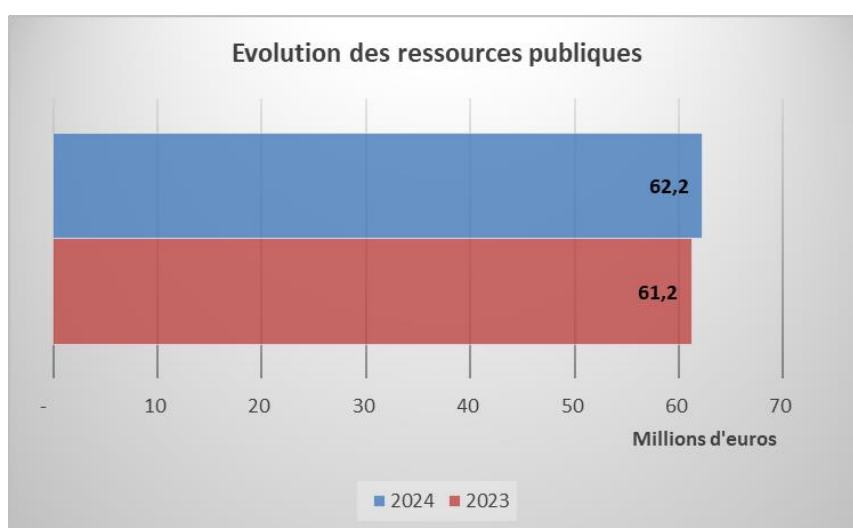


Figure 4

Il s'agit d'un poste essentiel puisqu'il représente près de **87,3 %** du total des produits en 2024 (**86 % également en 2023**). Ce poste enregistre une hausse en 2023 de **1 M€** par rapport à l'exercice précédent, soit **+ 1,6 %**.

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EN M€	2023	2024	Ecart 2023/2024
Ministère de tutelle	57,52	57,38	-0,13
Ministères hors MESRI	0,00	0,01	0,01
Organismes publics agissant pour le compte de l'État (ANR)	2,14	3,10	0,96
Autres subventions de fonctionnement	-0,05	0,50	0,55
Taxe d'apprentissage	0,13	0,14	0,02
Région	0,23	0,15	-0,09
Union européenne	0,83	0,58	-0,24
Autres collectivités et organismes publics	0,41	0,33	-0,08
Organismes internationaux	0,00	0,04	0,04
Département	0,01	0,00	-0,01
Dons, legs, mécénat	0,00	0,00	0,00
Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	61,21	62,24	1,03

Figure 5

En 2024, la hausse des ressources publiques est essentiellement due à l'augmentation sensible des fonds versés par l'Agence nationale de la Recherche au sein des fonds des autres organismes publics agissant pour le compte de l'Etat (+ 960 k€ dont + 550 k€ de l'ANR) et des autres subventions (+ 620 k€).

Dans le même temps, la Subvention pour charges de services publics (SCSP) a diminué par rapport à 2023 (- 130 k€) ; ainsi que la plupart des subventions provenant de la Région, de l'Union européenne et d'autres organismes publics qui affichent une baisse globale de (-420 k€) confirmant la tendance de désengagement des organismes publics dans le financement des établissements.

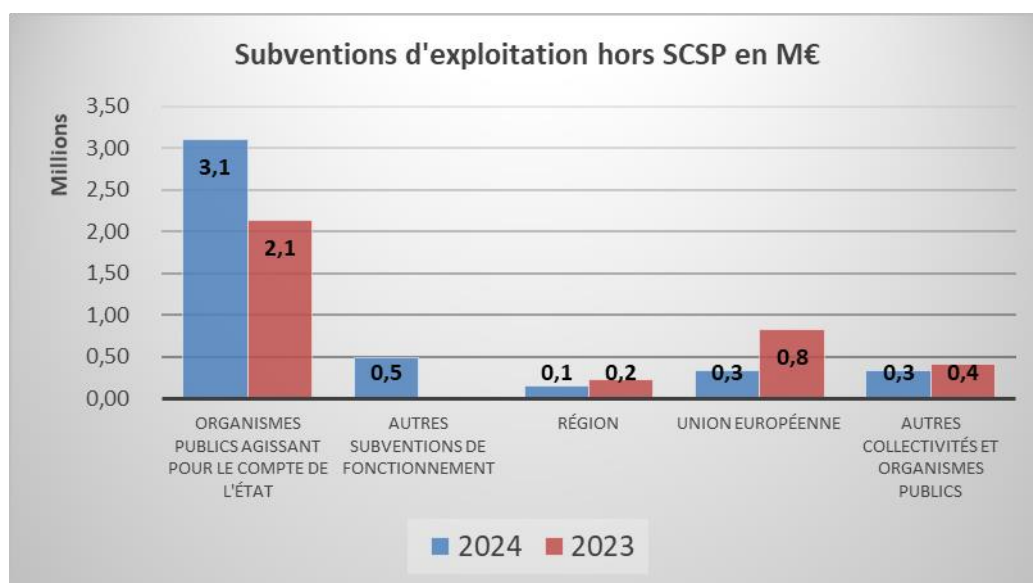


Figure 6

1.1.2 Les ressources propres hors subventions

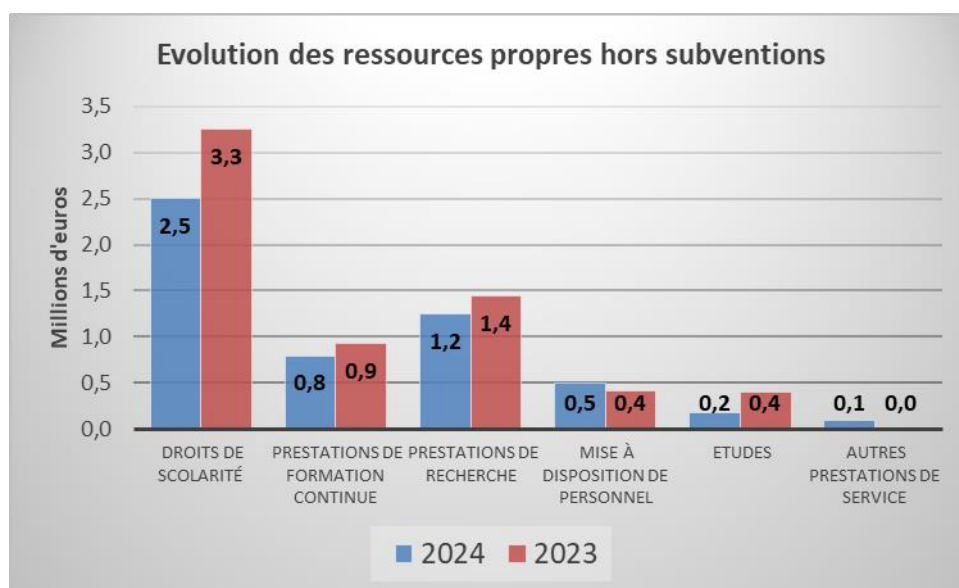


Figure 7

Elles s'élèvent globalement à **5,4 M€** en 2024 contre **6,58 M€** en 2023 soit une baisse de **890 k€** essentiellement liée à la diminution des droits de scolarité et des prestations de formation continue :

- droits de scolarité (**2,5 M€** dont **1,65 M€ versés par le CFA Epure** contre **3,25 M€** en 2023),
Le montant des droits d'inscription extra-communautaires n'est plus déterminé par la différence entre les droits réclamés et les exonérations accordées mais par les droits réellement perçus. En outre, l'exonération des droits d'inscription des étudiants étrangers n'est plus automatique, à l'exception des étudiants en Master,
- prestations de formation continue (**0,79 M€** contre **0,93 M€** en 2023).
Les produits de formation continue sont en baisse en raison de la non ouverture ou de l'ouverture sur une seule session de formations importantes en 2024 (DU TIM et DUFA),
- prestations de recherche qui se stabilisent autour de **1,2 M€** après une forte augmentation en 2023 (**1,45 M€** en 2023).
Ce poste affiche à nouveau une légère baisse en 2024 qui confirme l'amélioration de l'exécution des contrats, soit un meilleur taux de dépenses que de recettes puisque le montant final, après l'écriture de correction est supérieur au montant titré, comme en 2023.

La taxe d'apprentissage, bien que comptablement classée parmi les subventions, pourrait également être considérée comme une ressource propre. Cette dernière, généralement très stable d'une année à l'autre, affiche une sensible augmentation en 2024 (**0,141 M€** contre **0,126 M€** en 2023).

Le ratio ressources propres / produits encaissables² se situe au niveau du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15% (**15 %** en 2024 contre **14,8 %** en 2023).

² Définition : dénominateur : produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie. Numérateur : ressources propres (produits encaissables hors SCSP)

1.1.3 La répartition des ressources

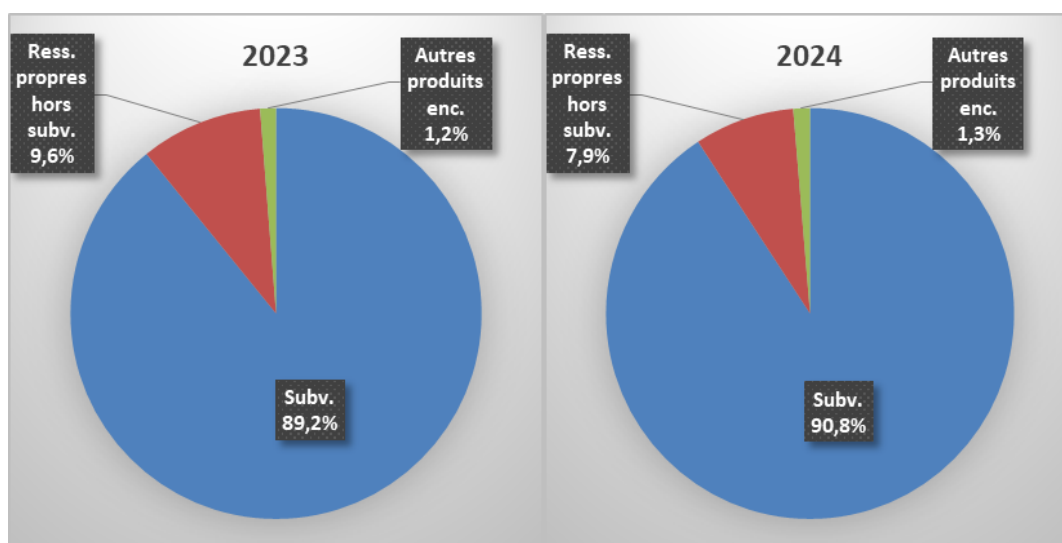


Figure 8

Comme dans la grande majorité des universités publiques, les subventions constituent à Avignon Université la plus grande partie des produits encaissables. Leur taux affiche une hausse, cette année, avec **90,8 %**.

1.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à **71,01 M€**.

Ce montant est en hausse de **670 k€**, par rapport à 2023. Cette faible augmentation, malgré une hausse du coût des charges de personnel liée aux mesures salariales, démontre la volonté de l'établissement de maîtriser ses charges de fonctionnement.

CHARGES	2023	2024	Ecart 2023/2024
CHARGES DE PERSONNEL	55,62	56,39	0,76
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	3,83	4,28	0,45
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (en relation avec l'activité)	3,67	4,28	0,61
AUTRES CHARGES DE GESTION	2,70	1,73	-0,97
ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	1,61	1,76	0,15
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	2,17	1,84	-0,34
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0,74	0,74	0,01
CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	0,00
Total	70,34	71,01	0,67

Figure 9

Dans le détail, les principales évolutions sont de :

- + **760 k€** pour les charges de personnel,
- + **610 k€** pour les « autres services extérieurs » (personnel prêté, imprimerie, missions, voyages, frais de réception, frais postaux, gardiennage, nettoyage, etc.),
- + **450 k€** pour les amortissements et provisions,
- + **150 k€** pour les achats de sous-traitance et services extérieurs (maintenance, locations mobilières et immobilières, charges locatives, assurances, études, documentation),
- **0,97 M€** pour les « autres charges de gestion » (bourses, fonds sociaux, annulations de recettes, amendes, etc.),
- **0,34 M€** pour les achats et approvisionnements.

Le taux d'exécution des charges

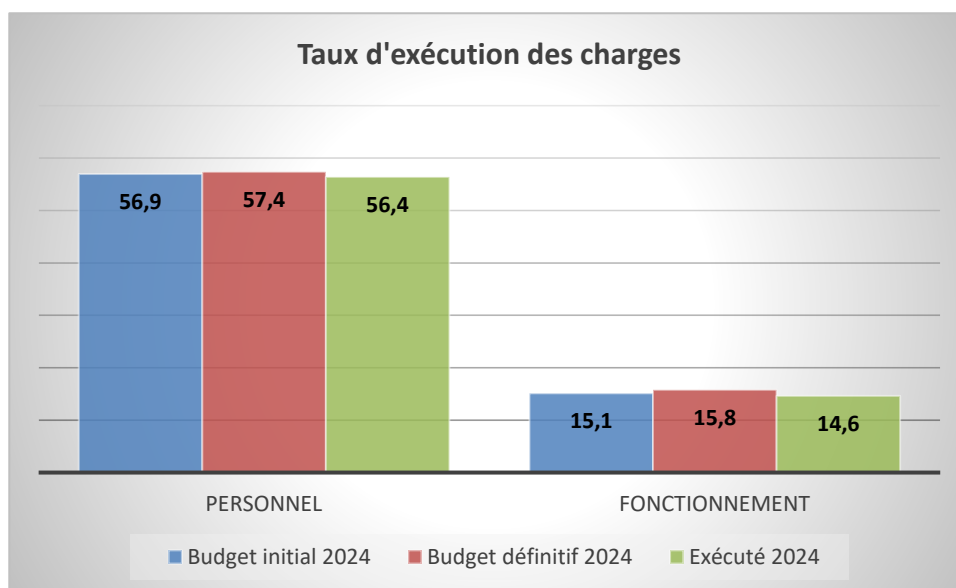


Figure 10

Le budget de fonctionnement s'exécute à un niveau élevé (**98,5 %** du budget initial, **97%** du budget définitif).

1.2.1 Les charges hors personnel

1.2.1.1 Les achats divers

Ce poste de charges comptabilise les charges de fluides (eau, gaz, électricité, carburants) et de fournitures et petits équipements. Le contexte inflationniste mondial pèse sur le coût que l'établissement consacre aux fluides ; en 2024 on peut néanmoins constater l'amorce d'une réduction en raison de la baisse du coût de l'électricité notamment (- **200 k€** par rapport à 2023).

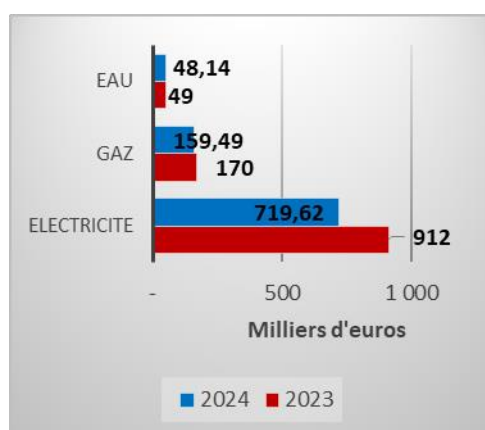
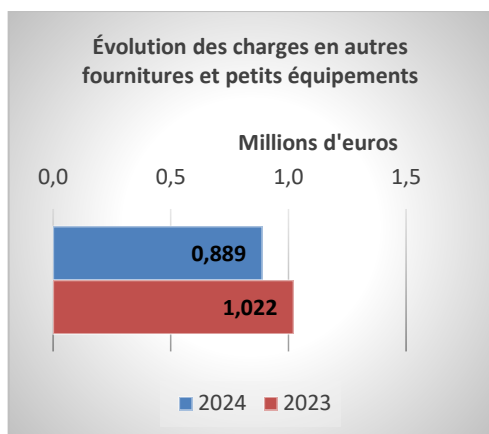


Figure 11

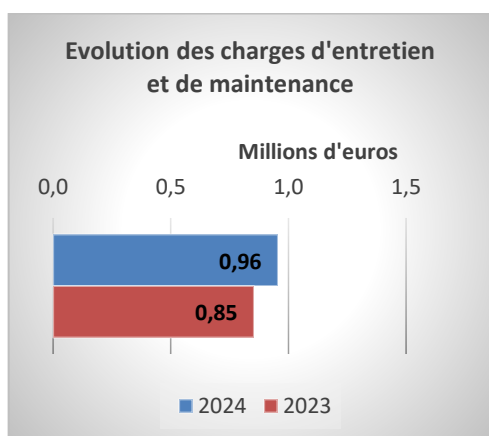


Les achats de fournitures et de petits équipements (incl. les fournitures administratives et pédagogiques) continuent à baisser en 2024 après une évolution à la baisse depuis 2023.

Figure 12

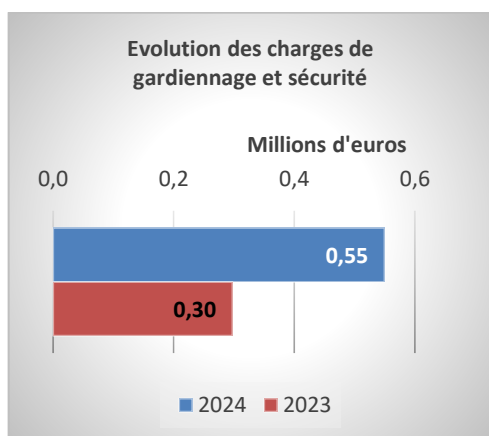
1.2.1.2 Les services extérieurs

On trouve principalement regroupées sous cette appellation les charges de location, d'entretien et de réparation, d'assurances, de documentation, de missions et de réceptions ainsi que de téléphonie et d'affranchissement.



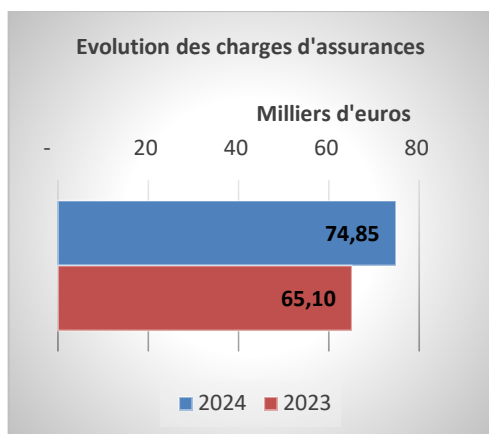
Ce poste de dépenses augmente sensiblement chaque année, en raison d'un nombre d'intervention croissant lié à la vétusté de certains équipements.

Figure 13



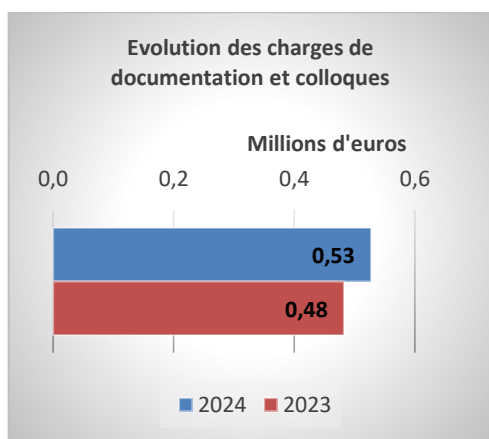
Ce poste de dépenses a très sensiblement augmenté depuis 2019, la crise sanitaire et les mesures Vigipirate ayant contraint l'établissement à mettre en place un contrôle strict de ses entrées, prestation externalisée. En 2024, il a continué à augmenter à un niveau difficilement tenable pour l'établissement dans la durée laissant entrevoir un changement de posture nécessaire dès 2025.

Figure 14



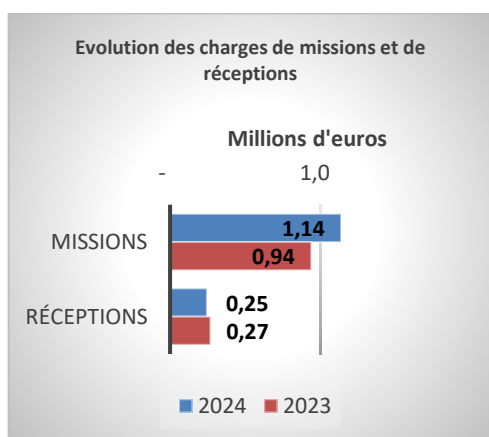
Les dépenses sur ce poste ont sensiblement augmenté en 2023, à la suite du renouvellement du marché qui a entraîné une mise à jour importante des surfaces et des domaines à couvrir qui ne l'étaient pas dans le marché précédent. Il s'est stabilisé en 2024 après une légère hausse.

Figure 15



Après une baisse tendancielle depuis plusieurs années des charges de documentation, qui résulte tant de l'évolution des outils que de la volonté de maîtriser ces dépenses, on constate une légère hausse en 2024 sur ce poste.

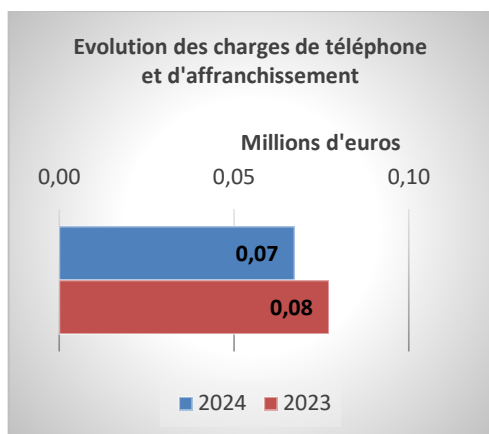
Figure 16



Après une légère augmentation en 2021, les frais de missions ont retrouvé depuis 2022 leur niveau d'avant la crise sanitaire, avec une tendance à l'augmentation sensible chaque année.

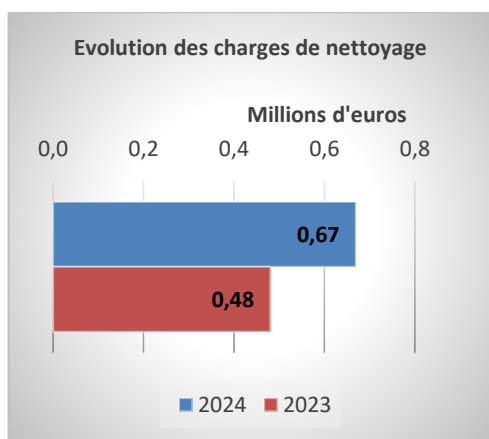
Les frais de réception ont légèrement baissé par rapport à 2023.

Figure 17



Ce poste de dépense connaît une baisse régulière, due principalement à la diminution des dépenses d'affranchissement.

Figure 18



Les charges de nettoyage correspondent principalement au règlement des factures émises en application du marché passé pour l'entretien des locaux des deux sites de l'établissement. Depuis le renouvellement de ce marché en 2023, les prix de prestations sont plus élevés, avec l'application d'importantes révisions de prix en 2024.

Figure 19

1.2.1.3 Les charges de gestion

Ce poste de charges comptabilise principalement les bourses, aides et subventions versées par l'établissement.

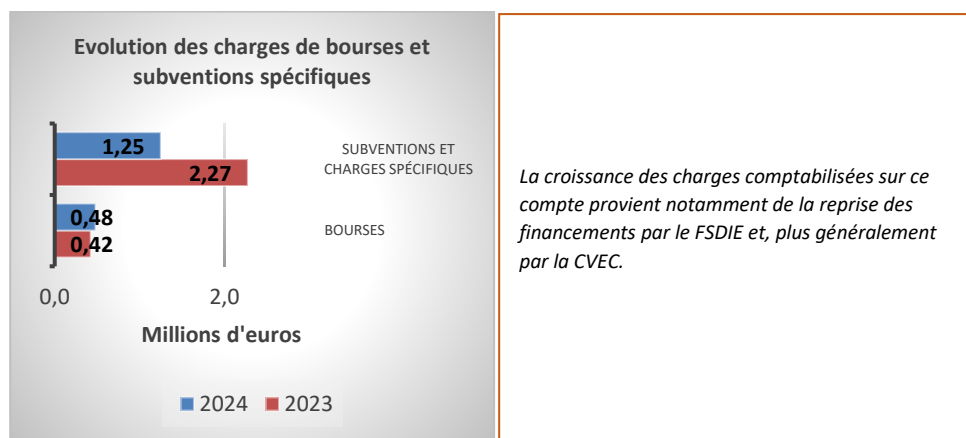


Figure 20

1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes

1.2.1.4.1 Ratio charges décaissables / produits encaissables

Ratio charges décaissables / produits encaissables (M€)	2023	2024
Charges décaissables	66,51	66,70
Produits encaissables	68,51	68,69
Ratio	97,1%	97,1%

Figure 21

Interprétation : plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est performant. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.

Le résultat obtenu par AU, de **97,1 %**, il se situe cette année encore en-dessous du seuil de vigilance, fixé par le MESRI à 98%.

1.2.1.4.2 Ratio charges externes³ / produits encaissables

Ratio charges externes sur produits encaissables (M€)	2023	2024
Charges externes	7,17	7,87
Produits encaissables	68,51	68,69
Ratio	10,5%	11,5%

Figure 22

Interprétation : plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Ce ratio, bien que plus élevé par rapport à l'exercice précédent, reste éloigné du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15 %.

³ Achats et variations de stocks, sous-traitance et services extérieurs.

1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions

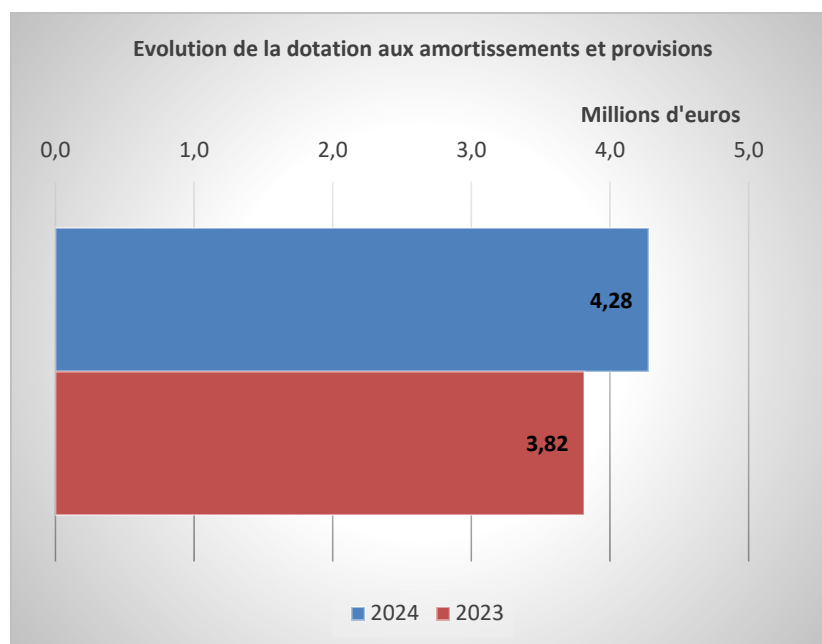


Figure 23

L'effet sur le résultat de fonctionnement de ce poste n'est pas négligeable, même s'il est sans impact sur la comptabilité d'engagement ou de caisse ni sur la variation du fonds de roulement.

Le niveau des amortissements a d'ailleurs fortement augmenté entre 2023 et 2024 (+ 312 k€), conséquence d'une politique d'investissement soutenue les années précédentes.

1.2.2 Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent, et de loin, le poste de charges le plus important de l'établissement.

Elles s'élèvent à **55,39 M€** et progressent de **760 k€**, représentant **79,4 %** des charges de l'établissement. Grâce à la volonté politique visant à contenir sa masse salariale pour compenser la hausse de plus d'un million d'euros résultant de la revalorisation du point d'indice et des mesures obligatoires, les charges de personnels ont peu augmenté cette année, contribuant à maintenir l'établissement au-dessous du seuil de soutenabilité. Cette politique n'a pas empêché la progression des emplois. L'établissement affiche une **hausse de 12,3 ETPT** (Equivalent temps plein travaillé) entre 2023 et 2024, se traduisant par une contractualisation de l'emploi avec -13,6 ETPT de titulaires et +25,9 ETPT de contractuels.

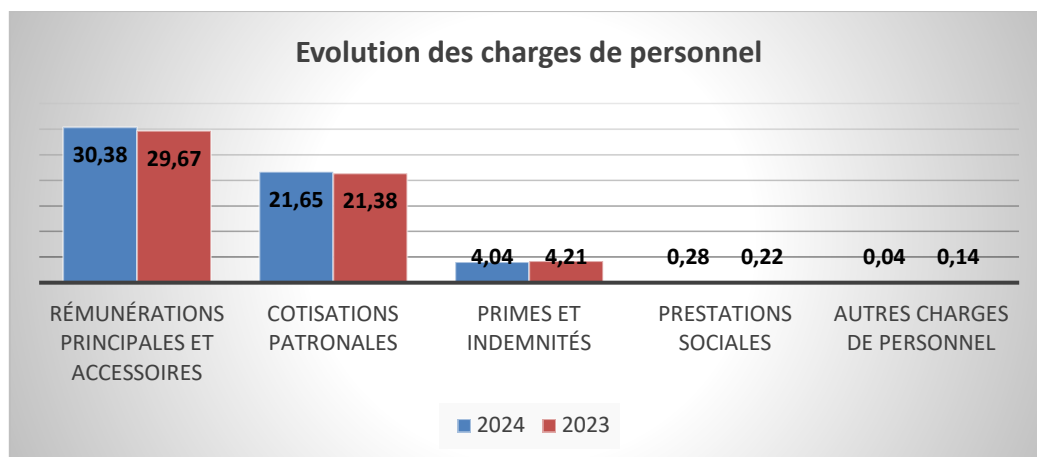


Figure 24

A noter : les charges de personnel intègrent les sommes « provisionnées » selon la méthode comptable des charges à payer pour faire face, notamment, aux risques financiers relatifs aux congés non pris et aux comptes épargne temps des agents BIATSS (voir tableau ci-dessous).

Charges à payer (CAP) en M€	2024	2023
Congés non pris	0,74	0,83
Comptes épargne temps	0,66	0,61
Heures complémentaires, vacations et rappels N à payer en N+1 (estimation)	1,47	1,62
TOTAL CAP	2,87	3,06

Figure 25

Les **dépenses** nettes de masse salariale⁴ représentent **57,23 M€** en 2024. Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale est de **98,3 %** sur un budget de **58,24 M€**.

Gros plan sur les personnels détachés :

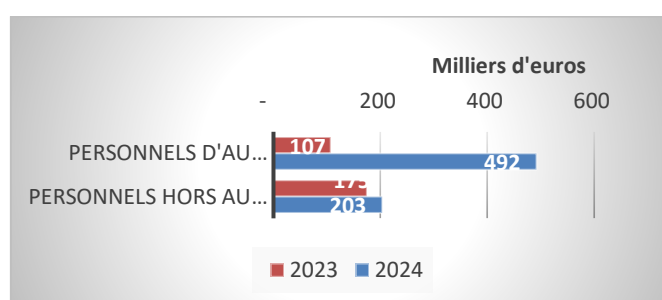


Figure 26

⁴ À distinguer des **charges** de masse salariale. Les dépenses de masse salariale correspondent aux sommes décaissées en 2024, mais dont le fait générateur peut s'être produit avant 2024. Les charges de masse salariale, quant à elles, correspondent principalement aux rémunérations pour service fait en 2024, qu'elles aient, ou non, fait l'objet d'un paiement au cours du même exercice.

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables

Interprétation : Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que leur évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Ce ratio se situe en dessous du seuil de soutenabilité qui doit être inférieur à 83%.

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables	2023	2024
Charges de personnel	55 623 456	56,39
Produits encaissables	68,51	68,69
Ratio	81,2%	82,1%

Figure 27

1.3 Le résultat comptable et son affectation

Le résultat 2024 s'élève à - 17 k€ de déficit, après un résultat excédentaire de 625 k€ en 2023.

L'écart entre les deux exercices est de - 642 k€ et se décompose de la manière suivante :

VARIATION DU RESULTAT (M€)	
RESULTAT 2023	0,625
- Variation des charges courantes	-0,536
- Variation des charges d'amortissement	0,446
- Variation des charges de Personnel	0,764
Variation des ressources propres	-0,994
Variation des subventions hors dotation	1,161
Variation de la neutralisation	-0,001
Variation de la dotation du Ministère	-0,134
RESULTAT 2024	-0,017

Figure 28

Ce déficit est néanmoins moins important que ce que prévoyait le budget définitif grâce à la sous-exécution de certaines charges.

Les charges de personnel ont été sensiblement moins élevées que prévu en raison de postes non honorés ou honorés avec du retard notamment sur les contrats doctoraux (46 sur 58 attendus entre septembre et décembre) et sur les ATER (18 sur 22), du gel d'une dizaine de renouvellements de contrats BIATSS et de la baisse du nombre d'apprentis depuis septembre ainsi que de l'augmentation cette année des demi-traitements pour maladie, congés longue maladie et longue durée. Ces différents facteurs ont engendré une économie de l'ordre de 440 k€ auquel il faut rajouter l'absence de GIPA en 2024 qui représente environ 160 k€, une réduction de 150 k€ sur le GVT et de 120 k€ sur les mesures générales calculées du fait de la baisse de

la masse salariale énoncée ci-dessus. Ce delta, bien que légèrement supérieur à celui de 2023, correspond à 1/5 d'une paie mensuelle soit 1,5% des charges annuelles de personnel.

Certaines charges de fonctionnement ont également affiché une baisse par rapport aux prévisions (- 350k€ comprenant -200k€ de fluides et -150 k€ de fournitures diverses) et une sous-exécution de fonctionnement de certains centres financiers (-250k€). A l'inverse, les hausses prévues dans certains domaines se sont bien exécutées, parfois même au-delà des prévisions pour le nettoyage des locaux (+ 200 k€ par rapport à 2023), le gardiennage (+ 250 k€ par rapport à 2023) ou la maintenance (+ 100k€ par rapport à 2023) avec les budgets des fonctions support de l'établissement (Affaires générales, DCAVIS, DPI, DOSI) exécutés à plus de 100%.

2 L'investissement

2.1 Les ressources

Les caractéristiques des principaux financements des actifs dont notre établissement a bénéficié dans l'exercice ainsi que celles des principaux financements en cours sont les suivantes :

- versement de la Région PACA au titre de l'appel à projets ouverts recherche d'un montant de 140 k€,
- dernier versement de 118 k€ du Plan de relance dans le cadre de la réhabilitation thermique du 58^{ème} RI,
- 80 k€ au titre du CPER visant à financer les études préalables au projet de construction du bâtiment Villa Naturalité.

2.2 Les emplois

Le niveau d'investissement est en forte baisse, pour s'établir à **2,9 M€ dont 700 k€ résultant de l'apport en jouissance du site du 58^{ème} RI (4,53 M€ en 2023)**. La baisse est essentiellement due aux difficultés rencontrées par la Direction du patrimoine immobilier (DPI) qui n'a pu mener à bien tous les projets envisagés cette année.

Les investissements récurrents de la Direction des systèmes d'information, de la Direction du patrimoine immobilier et de la Direction du cadre de vie et de la sécurité s'élèvent donc à **moins de 1,2 M€ en 2024** alors qu'ils étaient de **2,32 M€ en 2023**.

Hormis le lancement des études pour la Villa Naturalité, aucun engagement n'a été réalisé au titre du CPER compte tenu des évolutions successives des financements prévus entre les différentes opérations. En effet, les surcoûts liés à la Villa Créative et au projet de Villa Naturalité ont entraîné des transferts entre les enveloppes. Ces changements ont eu pour effet de réduire le projet CPER portant sur la Bibliothèque universitaire et d'interrompre dès l'été 2024, le marché d'études en cours de passation.

Les investissements des composantes et laboratoires ont progressé en 2024 notamment les équipements de recherche **(0,73 M€ contre 0,28 M€ en 2023)**.

2.3 La capacité d'autofinancement

Définition : épargne dégagée pendant l'exercice qui permettra d'assurer tout ou partie de l'investissement de l'année et d'augmenter le fonds de roulement.

Calcul : différence entre les produits encaissables et les charges décaissables.

Depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, l'université est toujours parvenue à dégager de l'autofinancement. Après une forte baisse en 2022 **(0,64 M€)** en raison du résultat déficitaire, la CAF s'élevait à **2,11 M€ fin 2023**. Elle baisse légèrement en 2024 **(1,85 M€)** mais reste à un niveau qui permet de couvrir une partie des investissements non financés de l'année.

3 Les grands équilibres financiers

3.1 Le fonds de roulement

Le fonds de roulement augmente légèrement par rapport à 2023 (+ **132 k€**) et s'élève à **9 M€**. Une partie importante de ce montant est par ailleurs gagée sur des opérations pluriannuelles et les engagements de l'établissement au titre du CPER.

3.2 Le besoin en fonds de roulement

Définition : le besoin en fonds de roulement mesure le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Calcul : Actif circulant (hors actif de trésorerie) – Dettes circulantes (hors passif de trésorerie).

Interprétation : le besoin en fonds de roulement (BFR) peut être positif ou négatif. Positif, il pèse sur le fonds de roulement qui doit prioritairement en assurer le financement. Négatif, il traduit le fait que le cycle d'activité est en capacité de financer le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Le besoin en fonds de roulement est redevenu structurellement négatif (**- 1 M€**) en raison d'une CAF qui permet de couvrir une grande partie des investissements et de ressources d'investissements significatives cette année encore ; ce qui permet un apport, bien que modeste, au fonds de roulement.

3.3 La trésorerie

Un avis n°2022-04 du 5 juillet 2022 relatif à la présentation du tableau des flux de trésorerie dans la norme 1 « les états financiers » du Recueil des Normes Comptables pour les établissements publics laisse au choix des établissements la présentation d'un tableau des flux de trésorerie.

En effet la liasse budgétaire contient de nombreux tableaux et documents permettant de mesurer les risques liés à la trésorerie. Pour exemple le tableau 7 « plan de trésorerie » qui est suivi mensuellement, le tableau 8 « tableau des opérations fléchées » qui permet de suivre la trésorerie dédiée à certaines opérations et de l'isoler dans le plan de trésorerie, le tableau 4 « tableau de l'équilibre financier » qui met en évidence les besoins et les moyens disponibles et qui présente une décomposition du flux de trésorerie par type d'opérations (budgétaires fléchées et non fléchées, non budgétaires).

A cela s'ajoute le modèle de financement des universités qui sont essentiellement financées par l'Etat et qui ne peuvent pas contracter d'emprunts.

Au vu de ces éléments il a été fait le choix de ne pas le produire et de conduire une analyse qualitative de l'évolution et de la composition de la trésorerie de l'établissement.

La trésorerie de l'établissement s'établit au 31 décembre 2024 à **17 652 623 €** (établissement + fondation)

Le volume moyen de trésorerie pour l'exercice 2024 s'établit à 23 M€. Les variations significatives de la trésorerie sont liées au calendrier de versement de la SCSP (25% en janvier et avril, 35% en juillet et 15% en octobre).

Le niveau le plus haut est de 31 M€ en juillet et le plus bas de 15 M€ en mars

La trésorerie au 31 décembre 2024 représente 95 jours de charges décaissables (trésorerie x 360/charges décaissables). Elle est en augmentation de 5 jours et reste confortable.

La variation positive de trésorerie constatée entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024 représente 1,3 M€, répartie entre un solde budgétaire (+1,1 M€) et une variation positive des opérations extra-budgétaires (TVA, bourses d'aide à la mobilité, recettes et dépenses à classer) [+ 0,2 M€].

Pour ce qui est de l'équilibre financier, la variation de trésorerie en exécution est positive contrairement à la prévision du BR. Elle se décompose par un apport de 1 230 04 € au titre des opérations non fléchées, et d'un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 23 739 €.

Concernant les opérations fléchées, la trésorerie cumulée au titre des années 2024 et antérieures s'établit à 2 547 589 €. Au titre de ces opérations le solde budgétaire est actuellement positif. Pour rappel le fléchage de ces opérations permet de suivre ces actions non récurrentes et de disposer d'une vision pluriannuelle de leur évolution. Mais comme son nom l'indique, cette trésorerie est fléchée sur des dépenses elle-même fléchées, ce qui ramènerait la trésorerie disponible si on assurait au même rythme les dépenses à une trésorerie de 15M €, trésorerie de la fondation incluse.

DECOMPOSITION DE LA TRESORERIE	
Montant trésorerie 31.12.2024	17 652 622
Dont trésorerie Fondation	274 368
Dont trésorerie fléchée	2 547 589
Trésorerie établissement	15 105 033

4 L'analyse en mode GBCP

4.1 Les emplois

TABLEAU 1 - DES EMPLOIS														
Pour vote de l'organe délibérant														
			Emplois sous plafond Etat				Emplois financés hors SCSP				Global			
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT				En ETPT							
			Exécuté 2023	Budget initial 2024	Budget rectificatif 2024	Exécuté 2024	Exécuté 2023	Budget initial 2024	Budget rectificatif 2024	Exécuté 2024	Exécuté 2023	Budget initial 2024	Budget rectificatif 2024	Exécuté 2024
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	271,5	268,0	268,0	266,3					271,5	268,0	268,0	266,3
		CDI	3,9	4,0	4,0	4,4	0,4			0,5	4,3	4,0	4,0	4,9
	Non permanents	CDD	54,1	59,0	59,0	56,9	29,3	34,0	34,0	32,8	83,4	93,0	93,0	89,7
Shtotal EC			329,5	331,0	331,0	327,6	29,7	34,0	34,0	33,3	359,2	365,0	365,0	360,9
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS												-	-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	216,6	211,0	210,0	209,0					216,6	211,0	210,0	209,0
		CDI	30,9	34,0	34,0	37,0	2,8			7,1	33,7	34,0	34,0	44,1
	Non permanents	CDD	32,3	36,0	36,0	31,8	81,3	102,0	103,0	90,8	113,6	138,0	139,0	122,6
Shtotal BIATSS			279,8	281,0	280,0	277,8	84,1	102,0	103,0	97,9	363,9	383,0	383,0	375,7
Totaux			609,3	612,0	611,0	605,4	113,8	136,0	137,0	131,2	723,1	748,0	748,0	736,6
Rappel du plafond des emplois fixés par l'Etat			650,0	650,0	650,0	650,0								

Figure 29

L'établissement affiche une **hausse de 12,3 ETPT** (Equivalent temps plein travaillé) entre 2023 et 2024 avec -4,9 pour le plafond Etat et +17,2 pour le plafond ressources propres, dont +6,7 pour les contrats recherche.

On observe une baisse de 13,6 ETPT chez les titulaires du plafond Etat, avec -5,3 chez les enseignants et -8,3 chez les BIATSS. En revanche les personnels contractuels progressent de 8,8 ETPT (actualisation des contrats permanents rémunérés par la SCSP).

Sur le plafond ressources propres, les BIATSS sous contrat augmentent de 13,6 ETPT et les enseignants de 3,6 ETPT.

4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires

L'établissement a consommé **68,4 M€** d'autorisations d'engagement (AE) en 2024, ce qui signifie qu'il a juridiquement engagé cette somme, notamment par la signature de marchés publics, de baux ou de bons de commande, pouvant, dans certains cas, s'exécuter au-delà de l'exercice 2024. Ce montant est inférieur de **0,7 M€** à celui de 2023, cette différence masquant des écarts très différents d'une enveloppe à l'autre (+ **1,4 M€**, soit une augmentation de **2,3 %** pour les dépenses de personnel, - **0,2 M€**, soit - **2 %** pour les dépenses de fonctionnement, - **1,87 M€** pour les dépenses d'investissement, soit - **50 %**).

57,3 M€ d'engagements correspondent à des dépenses de personnel, soit plus de **83,8 %** des autorisations d'engagement (contre 80,4 % en 2023).

Les crédits de paiement (CP) correspondent quant à eux aux montants décaissés par l'agent comptable pour faire face aux engagements juridiques pris par l'établissement au cours de l'exercice ou des exercices précédents et ayant donné lieu à exécution en 2024. Ils s'élèvent à **69 M€**, soit **0,16 M€** de moins qu'en 2023, cette baisse résultant essentiellement d'un ralentissement des CP d'investissement (- **2,2 M€**) compensée par la hausse des CP de personnel (+ **1,4 M€**) et de fonctionnement (+ **0,4 M€**).

Le solde budgétaire, calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice, est donc bénéficiaire. Il s'élève à **+ 1,01 M€**.

L'écart entre les autorisations d'engagement (**68,4 M€**) et les crédits de paiement (**69 M€**) consommés s'élève à **+ 0,6 M€**.

Pour ce qui concerne plus précisément l'enveloppe « investissement », les crédits de paiement dépensés s'élèvent à **2,3 M€ contre 4,6 M€** en 2023 en raison d'un ralentissement des engagements et de l'absence d'évènement particulier cette année tel que le fonds de concours pour financer les travaux de la Villa Créative

qui a lieu en 2023. Ce montant correspond aux factures d'équipements et de travaux réglées au cours de l'exercice.

Les recettes (encaissements) s'élèvent à **69,99 M€** ; elles ont globalement augmenté de **près de 2 M€**. En effet, à l'exception de la SCSP qui a légèrement baissé (- **0,2 M€**), ainsi que les autres financements de l'Etat (- **0,2 M€**) et les recettes fléchés (- **0,1 M€**), les ressources propres ont très fortement augmenté (+ **2,2 M€**) et les autres financements publics ont également connu une hausse (+ **0,3 M€**).

Le taux d'exécution des AE

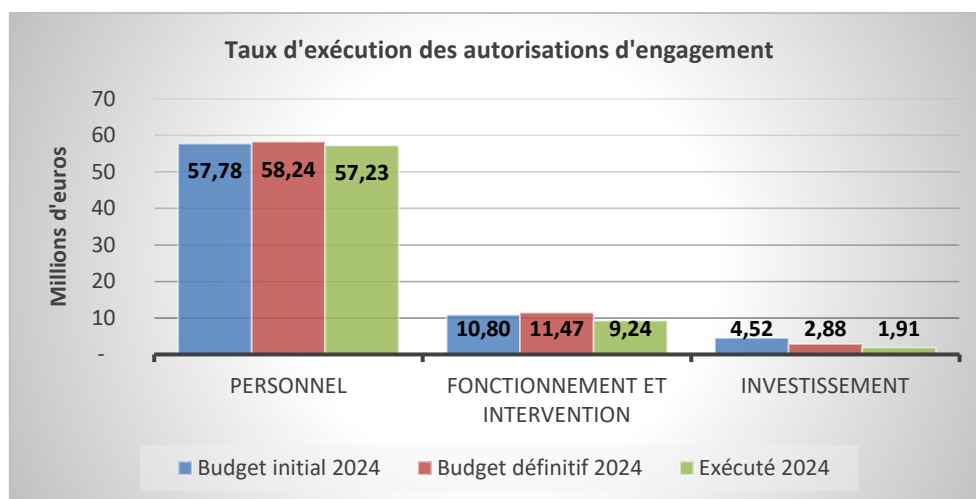


Figure 30

Le taux d'exécution des AE s'élève à **93,5%** du budget initial et **94,2%** du budget définitif.

Le taux d'exécution des CP

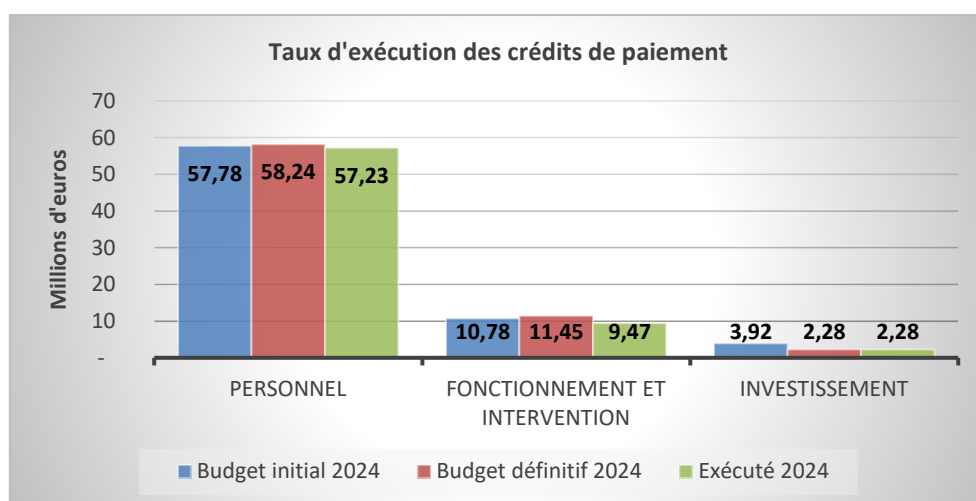


Figure 31

Le taux d'exécution des CP s'élève à **95,2%** du budget initial et **95,9 %** du budget définitif, ce qui démontre la qualité des prévisions budgétaires et le progrès de l'établissement réalisé en la matière.

Le taux d'exécution des recettes

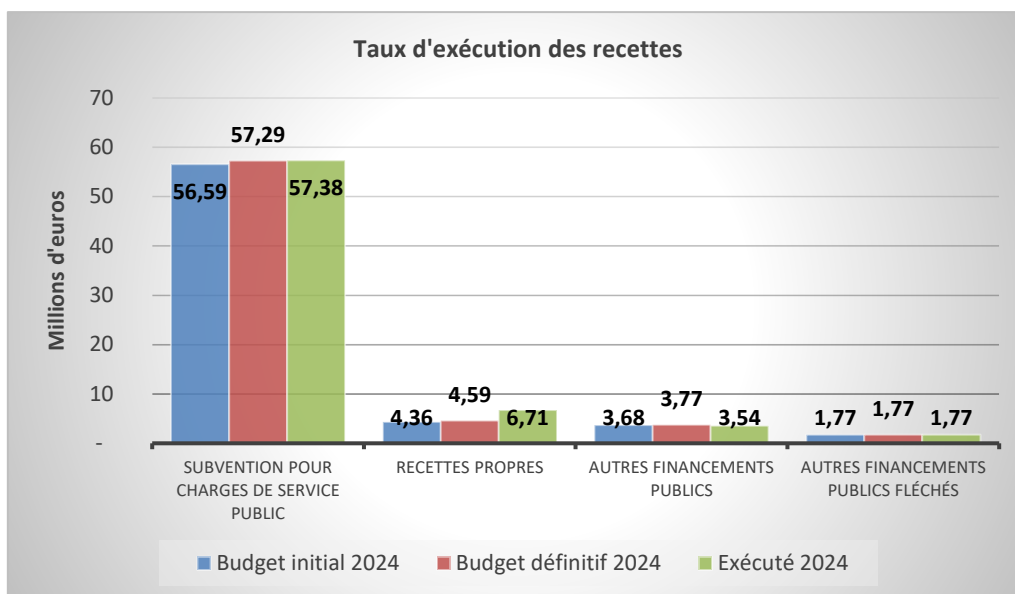


Figure 32

Le taux d'exécution des recettes s'élève à **104,4%** du budget initial et **102 %** du budget définitif.

4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF)

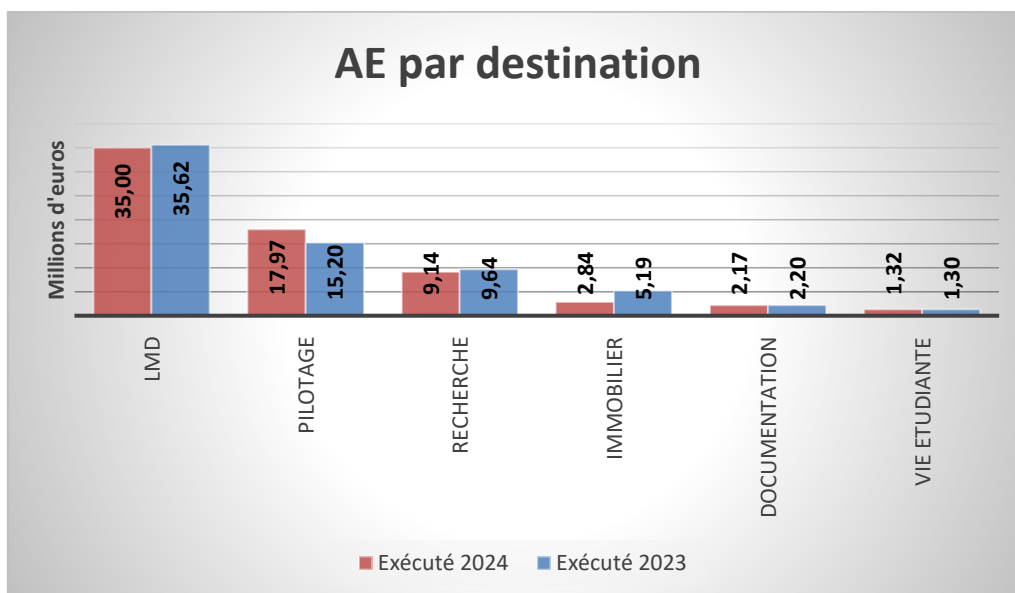


Figure 33

Même s'il convient d'analyser ces données avec prudence, dans la mesure où il appartient aux gestionnaires d'imputer toute dépense à une destination et que ceux-ci ne disposent pas d'outils leur permettant de réaliser cette opération avec précision (gestionnaires RH pour la paye, gestionnaires Sifac pour les achats), la lecture de la figure ci-dessus semble indiquer que :

- l'établissement consacre 51 % de son budget à la formation, poste en légère augmentation en 2024 ;
- les dépenses de recherche représentent 13% des dépenses en 2024 ;
- le pilotage représente 26 % des dépenses, en hausse en 2024 ;
- les autres destinations représentent, ensemble, 10 % des dépenses et sont, grâce aux dépenses immobilières et au doublement des dépenses consacrées à la vie étudiante, également en augmentation.

Seul le système de comptabilité analytique permet de déterminer avec précision le coût des activités de l'établissement, une fois que l'on aura déversé sur les objets de coût principaux (formation et recherche) l'ensemble des dépenses réalisées par les services support et soutien. Des travaux sont menés depuis 2018 et produisent d'ores et déjà des résultats qui font l'objet d'une mise à jour. On peut constater, notamment, que le poids de la recherche dans les dépenses de l'université est bien supérieur, en coût total, à ce qu'indiquent les données budgétaires brutes affichées ci-dessus.

GROUPE DE FONDS	FONDS	Exécuté 2023	Exécuté 2024	Différence
SCSP		57 503 234	57 384 673	-118 561
SUBVENTIONS PUBL.	Subvention exploit & financ actif Région	620 835	357 493	-263 342
SUBVENTIONS PUBL.	Subvention exploit & financ actif UE	335 422	767 014	431 592
SUBVENTIONS PUBL.	Subvention exploit & financ actif Autres	1 752 219	1 054 658	-697 562
SUBVENTIONS PUBL.		2 708 476	2 179 164	-529 312
Prestations recherche hors ANR		403 057	567 672	164 615
Valorisation		886 022	1 236 660	350 638
Autres recettes		1 196 400	1 820 518	624 118
ANR	ANR hors investissements d'avenir	1 478 198	1 765 845	287 647
ANR	ANR investissements d'avenir	1 284 893	1 548 548	263 655
ANR		2 763 091	3 314 393	551 302
FORMATION CONTINUE		1 802 512	2 545 771	743 259
DROITS D'INSCRIPTION		634 582	792 597	158 015
TAXE D'APPRENTISSAGE		119 839	144 205	24 366
FONDATION	Fondations fonds propres réserves dons	0	3 003	3 003
général		68 017 213	69 988 657	1 971 444

Figure 34

Cette année, les encaissements budgétaires ont fortement augmenté **(+ 2 M€)**.

La SCSP constitue toujours la part prépondérante, représentant **82 %** du total encaissé en 2024.

On notera également une baisse des subventions publiques reçues au cours de l'exercice **(-530 K€)** tandis que les fonds issus de l'ANR affichent une forte hausse **(+ 550 k€)**.

Les recettes liées à la valorisation de la recherche et aux prestations de recherche hors ANR sont également en augmentation **(+ 515 k€)** ainsi que les recettes liées aux droits d'inscription **(+ 150 k€)** et à la formation continue en raison de bulletins de recettes transmis tardivement en 2023 et encaissés en 2024 **(+ 700 k€)**.

4.4 Le tableau d'équilibre financier

Prenant pour point de départ le solde budgétaire, et après y avoir ajouté les opérations non budgétaires tant en décaissements qu'en encaissements, ce tableau aboutit à la variation de trésorerie de l'exercice.

On remarquera en premier lieu que le solde budgétaire de l'université dans son ensemble est excédentaire de **1 M€** ; ce qui signifie que les recettes ont été supérieures aux dépenses de ce montant.

Le solde des opérations non budgétaires ayant eu un impact sur la trésorerie de l'établissement représente **+ 0,2 M€**. Il s'agit à la fois d'opérations réalisées pour le compte de tiers et d'opérations n'ayant pu, au 31 décembre de l'année en cours, être rattachées à une dépense ou à une recette budgétaire, soit, pour l'essentiel :

- des encaissements et décaissements de TVA ;
- des aides à la mobilité étudiante en provenance du MESRI ;
- des encaissements sur comptes d'attente non dénoués au 31 décembre 2024 ;
- des décaissements n'ayant pu être rattachés à une dépense budgétaire avant le 31 décembre 2024.

Au final, comme indiqué supra, la trésorerie enregistre une hausse de **1,2 M€**.

Glossaire

Achats : au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières, matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

ANR : agence nationale de la recherche.

Autorisations d'engagement : autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

Bilan : le bilan comptable est un document rendant compte de la situation patrimoniale d'une entreprise (ou d'un établissement) à un instant précis. Le bilan est divisé en deux parties équilibrées sur le plan comptable. La première partie comprend l'ensemble des emplois d'une entreprise ou d'un établissement (l'actif, c'est à dire tout ce qui a une valeur économique au sein de l'entreprise (ou de l'établissement)). La seconde partie comprend l'ensemble de ses ressources (le passif, c'est-à-dire tous les besoins de l'entreprise (ou de l'établissement) nécessaires au financement de son activité).

Capacité d'autofinancement : la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

Charges : par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie :

- de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ;
- de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ;
- d'impôts et de taxes non récupérables ;
- de prêts d'argent ;

Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

Charges à payer : une charge à payer est un passif certain dont il est nécessaire d'estimer le montant ou l'échéance avec une incertitude moindre que s'agissant d'une provision pour risques et charges. C'est donc une catégorie de passif intermédiaire entre les dettes et les provisions.

Charges calculées : certaines charges, dites calculées, ne donnent pas lieu à des sorties de fonds et ne posent donc pas de problèmes de financement. C'est le cas par exemple, de la valeur nette calculée des éléments d'actifs cédés. Ces derniers constituent la valeur résiduelle des immobilisations qui sortent du patrimoine de l'entreprise, avant d'avoir été complètement amorties. Les charges calculées sont, en réalité, constituées essentiellement par les dotations aux amortissements et provisions, qui représentent la part annuelle (pour un exercice) d'une opération d'amortissement ou de provision.

Charges de personnel : voir *dépenses de personnel*

Charges décaissables : une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

Charges patronales : elles représentent l'ensemble des cotisations sociales versées par un employeur et calculées sur la base des salaires.

Compte de résultat : le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

Compte financier : le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

CPER : un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

Crédits de paiement : les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

Dépenses de personnel : le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

Dotation aux amortissements : la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

Droits constatés : la méthode des droits constatés comptabilise une transaction lorsqu'intervient l'activité (ou la décision) qui va générer les recettes ou les dépenses, et ne tient pas compte du moment auquel interviennent décaissements ou encaissements.

Fonds de roulement : le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

FSDIE : fonds de solidarité au développement des initiatives étudiantes.

GBCP : le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques.

GVT : Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

LOLF : loi organique relative aux lois de finance.

Loi ORE : la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, promulguée le 8 mars 2020, modifie les conditions d'accès à l'Université en permettant une sélection sur dossier pour les filières saturées qui

procédaient à un tirage au sort depuis plusieurs années. Elle est concrétisée par l'adoption d'une nouvelle plateforme des gestions des vœux et candidatures, Parcoursup.

La loi complète également les frais d'inscription à l'université par « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention (contribution vie étudiante et de campus [CVEC]) ».

MESRI : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Part consommable : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

Prestations internes : on appelle "prestation interne" toute opération conduisant à un échange de biens ou de services entre deux services opérationnels de deux centres de responsabilité budgétaire (CRB) différents ou d'un même CRB ou entre deux CRB.

Produits : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

Produits encaissables : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

Programme pluriannuel d'investissement (PPI) : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

Ressources propres : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

Résultat de fonctionnement : différence entre les produits et les charges du compte de résultat.

Solde budgétaire : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

Subvention pour charges de service public (SCSP) : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

Taux d'exécution : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

Taux de réalisation : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

Trésorerie : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.

Périmètre financier : Etablissement principal + Fondation
Sociétés : 1010 + 1020

Exercice : 2024
Unité des montants : ETPT

TABLEAU 1 - DES EMPLOIS

Pour vote de l'organe délibérant

Catégories d'emplois			Emplois sous plafond Etat				Emplois financés hors SCSP				Global			
			En ETPT				En ETPT							
			Exécuté 2023	Budget initial 2024	Budget rectificatif 2024	Exécuté 2024	Exécuté 2023	Budget initial 2024	Budget rectificatif 2024	Exécuté 2024	Exécuté 2023	Budget initial 2024	Budget rectificatif 2024	Exécuté 2024
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	271,5	268,0	268,0	266,3					271,5	268,0	268,0	266,3
		CDI	3,9	4,0	4,0	4,4					4,3	4,0	4,0	4,9
	Non permanents	CDD	54,1	59,0	59,0	56,9	0,4			0,5	83,4	93,0	93,0	89,7
S/total EC			329,5	331,0	331,0	327,6	29,3	34,0	34,0	32,8	359,2	365,0	365,0	360,9
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS												-	-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	216,6	211,0	210,0	209,0					216,6	211,0	210,0	209,0
		CDI	30,9	34,0	34,0	37,0	2,8			7,1	33,7	34,0	34,0	44,1
	Non permanents	CDD	32,3	36,0	36,0	31,8	81,3	102,0	103,0	90,8	113,6	138,0	139,0	122,6
S/total BIATSS			279,8	281,0	280,0	277,8	84,1	102,0	103,0	97,9	363,9	383,0	383,0	375,7
Totaux			609,3	612,0	611,0	605,4	113,8	136,0	137,0	131,2	723,1	748,0	748,0	736,6
Rappel du plafond des emplois fixés par l'Etat			650,0	650,0	650,0	650,0								

Périmètre financier : Etablissement principal
Société : 1010

Exercice : 2024
Unité des montants : Euros

Tableau 2 - Autorisations budgétaires (réalisé)

Pour vote de l'organe délibérant

Dépenses								
	Montants en €							
	Réalisé 2023	Budget initial 2024	BR 2024	Réalisé 2024	Réalisé 2023	Budget initial 2024	BR 2024	Réalisé 2024
	AE				CP			
Personnel	55 940 001	57 775 046	58 241 296	57 229 880	55 940 001	57 775 046	58 241 296	57 229 880
dont contributions employeur au CAS Pension	15 000 853	15 956 474	16 079 864	15 113 927	15 000 853	15 956 474	16 079 864	15 113 927
Fonctionnement	9 420 916	10 802 309	11 466 876	9 283 382	9 109 148	10 781 585	11 446 152	9 468 134
Investissement	3 782 100	4 515 532	2 880 532	1 914 368	4 553 768	3 915 532	2 280 532	2 280 287
TOTAL DES DÉPENSES	69 143 018	73 092 887	72 588 704	68 427 631	69 602 917	72 472 163	71 967 980	68 978 300
Solde budgétaire (excédent)								
								1 011 073

Recettes				
Montants en €				
Réalisé 2023	Budget initial 2024	BR 2024	Réalisé 2024	
RE				
66 150 021	65 221 063	66 746 419	68 223 528	Recettes globalisées
57 503 234	56 589 625	57 294 835	57 384 673	Subvention pour charges de service public
397 672	168 908	624 487	118 136	Autres financements de l'Etat
447 384	420 000	468 909	468 909	Fiscalité affectée
3 234 119	3 682 153	3 770 225	3 541 993	Autres financements publics
4 567 612	4 360 377	4 587 963	6 709 817	Recettes propres
1 867 192	1 815 845	1 815 845	1 765 845	Recettes fléchées
-	50 000	50 000	-	Financements de l'Etat fléchés
1 867 192	1 765 845	1 765 845	1 765 845	Autres financements publics fléchés
-	-	-	-	Recettes propres fléchées
68 017 212	67 036 908	68 562 264	69 989 373	TOTAL DES RECETTES
0 Solde budgétaire (déficit)				

Tableau 2 - Autorisations budgétaires (réalisé)

Pour vote de l'organe délibérant

Dépenses								
	Montants en €							
	Réalisé 2023	Budget initial	BR 2024	Réalisé 2024	Réalisé 2023	Budget initial	BR 2024	Réalisé 2024
	AE				CP			
Personnel	0	5 000	5 000	0	0	5 000	5 000	0
dont contributions employeur au CAS Pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	553	18 000	18 000	0	553	18 000	18 000	0
Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	553	23 000	23 000	0	553	23 000	23 000	0
Solde budgétaire (excédent)								
0								

Recettes				
	Montants en €			
	Réalisé 2023	Budget initial	BR 2024	Réalisé 2024
	RE			
	0	12 000	12 000	0
Recettes globalisées				
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-
Autres financements de l'Etat	-	-	-	-
Fiscalité affectée	-	-	-	-
Autres financements publics	-	-	-	-
Recettes propres	-	12 000	12 000	0
0	0	0	0	0
Recettes fléchées				
Financements de l'Etat fléchés	-	-	-	-
Autres financements publics fléchés	-	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-
0	12 000	12 000	0	TOTAL DES RECETTES
0 Solde budgétaire (déficit)				

Périmètre financier : **Etablissement principal**
Société : **1010**

Exercice : 2024
Unité des montants : Euros

TABLEAU 3 - DES DEPENSES PAR DESTINATION ET DES RECETTES PAR ORIGINE (Réalisé)

Pour vote de l'organe délibérant

VOLET DEPENSES - PAR DOMAINE FONCTIONNEL									
Niveau 3	Niveau 4	Personnel AE (AE = CP)	Personnel CP (AE = CP)	Fonctionnement AE	Fonctionnement CP	Investissement AE	Investissement CP	Total AE	Total CP
Formation initiale et continue									
D101	Formation initiale et continue Licence	23 865 043	23 865 043	323 441	325 944	123 265	111 790	24 311 749	24 302 777
D102	Formation initiale et continue Master	8 671 442	8 671 442	226 086	268 236	30 310	4 310	8 927 838	8 943 988
D103	Formation initiale et continue Doctorat	1 761 540	1 761 540	-	-	-	-	1 761 540	1 761 540
Recherche		-	-	-	-	-	-	-	-
D106	Recherche universitaire	1 794 998	1 794 998	527 624	497 937	214 971	297 765	2 537 593	2 590 700
D107	Rech univ maths	1 780 530	1 780 530	422 288	460 694	67 646	55 966	2 270 464	2 297 190
D108	Rech univ phys chimie	1 084 172	1 084 172	185 958	184 575	89 694	91 348	1 359 823	1 360 094
D109	Rech univ phys nucl	-	-	-	-	-	-	-	-
D110	Rech univ science terre	276 383	276 383	128 104	136 699	159 050	212 979	563 537	626 061
D111	Rech univ science homme	1 908 128	1 908 136	449 230	470 329	44 320	49 914	2 401 677	2 428 380
D112	Rech univ Transvers	1 803	1 803	289	858	-	-	2 092	2 661
Soutien et support		-	-	-	-	-	-	-	-
D105	Bibliothèques et documentation	1 655 161	1 655 161	510 913	510 928	-	2 925	2 166 075	2 169 015
D113	Diffusion savoirs musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114	Immobilier	943 617	943 617	1 531 154	1 608 965	364 780	717 768	2 839 550	3 270 351
D115	Pilotage et support	12 870 934	12 870 926	4 322 221	4 344 258	776 967	688 952	17 970 123	17 904 136
Etudiants		-	-	-	-	-	-	-	-
D201	Aides directes aux étudiants	5 750	5 750	339 505	344 881	-	-	345 255	350 631
D202	Aides indirectes	24 215	24 215	145 229	154 691	34 133	34 133	203 577	213 039
D203	Santé des étudiants activité associative	586 164	586 164	171 339	159 139	9 233	12 436	766 737	757 739
	Total	57 229 880	57 229 880	9 283 382	9 468 134	1 914 368	2 280 287	68 427 631	68 978 300
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)								1 011 073	

VOLET RECETTES - PAR FONDS REGLEMENTAIRE										
	Niveau 2	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	Total
FD010	Subvention pour charges service public	57 384 673	-	-	-	-	-	-	-	57 384 673
FD020	Droits d'inscription	-	-	-	-	792 597	-	-	-	792 597
FD030	Formation continue diplômes propres VAE	-	-	-	-	2 545 771	-	-	-	2 545 771
FD040	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	144 205	-	-	-	144 205
FD050	Contrats prestations recherche hors ANR	-	-	-	-	567 672	-	-	-	567 672
FD060	Valorisation	-	-	-	-	1 222 660	-	-	-	1 222 660
FD070	ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	1 765 845	-	1 765 845
FD080	ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	1 548 548	-	-	-	-	1 548 548
FD090	Subvention exploit & financ actif Région	-	-	-	357 493	-	-	-	-	357 493
FD100	Subvention exploit & financ actif UE	-	-	-	767 014	-	-	-	-	767 014
FD110	Subvention exploit & financ actif Autres	-	118 136	-	759 928	190 593	-	-	-	1 068 658
FD120	Fondations fonds propres réserves dons	-	-	-	-	3 003	-	-	-	3 003
FD130	Autres recettes	-	-	468 909	109 010	1 243 315	-	-	-	1 821 234
	Total	57 384 673	118 136	468 909	3 541 993	6 709 817	-	1 765 845	-	69 989 373

Périmètre financier : Etablissement principal
Sociétés : 1010

Exercice : 2024
Unité des montants : Euros

Tableau 4 - Equilibre Financier (Réalisé)

Pour vote de l'organe délibérant

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)				
	Réalisé 2023	Budget initial	BR 2024	Réalisé 2024	Réalisé 2023	Budget initial	BR 2024	Réalisé 2024	
Solde budgétaire (déficit) *	1 585 704	5 435 255	3 405 716	-	-	-	-	1 011 073	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal	1 585 704	5 435 255	3 405 716	-	-	-	-	1 011 073	dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire FU (FONDATION)	-	-	-	-	-	-	-	-	dont solde budgétaire FU (Service général FOND)
dont solde budgétaire SIE	-	-	-	-	-	-	-	-	dont solde budgétaire SIE
Remboursements d'emprunts (capital)	-	-	900	900	735	-	525	525	Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital)									Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements									Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	831 931	821 928	801 503	774 097	904 020	891 588	902 051	757 447	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	105 646	195 000	105 192	157 565	301 774	420 000	388 713	369 823	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	2 523 282	6 452 183	4 313 311	932 562	1 206 529	1 311 588	1 291 289	2 138 868	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
Variation de trésorerie	-	-	-	1 206 306	1 316 753	5 140 596	3 022 022	-	Variation de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	584 472	-	-	-	-	323 380	323 380	23 739	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)	-	-	-	1 230 044	1 901 225	4 817 216	2 698 641	-	dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)
TOTAL DES BESOINS	2 523 282	6 452 183	4 313 311	2 138 868	2 523 282	6 452 184	4 313 311	2 138 868	TOTAL DES FINANCEMENTS

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

Décomposition de la variation de trésorerie

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Périmètre financier : **Fondation**
Sociétés : **1020**

Exercice : **2024**
Unité des montants : **Euros**

Tableau 4 - Equilibre Financier (Réalisé)

Pour vote de l'organe délibérant

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	Budget initial	BR 2024	Réalisé 2024	Budget initial	BR 2024	Réalisé 2024	
Solde budgétaire (déficit) *	11 000	11 000	-	-	-	-	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal	-	-	-	-	-	-	dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire FU (FONDATION)	-	-	-	-	-	-	dont solde budgétaire FU (Service général FOND)
dont solde budgétaire SIE	-	-	-	-	-	-	dont solde budgétaire SIE
Remboursements d'emprunts (capital)	-	-	-				Nouveaux emprunts (capital)
Nouveaux prêts (capital)							Remboursements de prêts (capital)
Dépôts et cautionnements							Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	-	-	-				Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	-	-	-				Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	11 000	11 000	-	-	-	-	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme
Variation de trésorerie	-	-	-	11 000	11 000	-	Variation de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	-	-	-			-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)	-	-	-	11 000	11 000		dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)
TOTAL DES BESOINS	11 000	11 000	-	11 000	11 000	-	TOTAL DES FINANCEMENTS

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

Décomposition de la variation de trésorerie

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Périmètre financier : **Etablissement principal + Fondation**
Sociétés : **1010 + 1020**

Exercice : **2024**
Unité des montants : **Euros**

Tableau 5 - Opérations pour le compte de tiers (réalisé)
Pour information de l'organe délibérant

Opérations ou regroupement d'opérations de	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
POJET TRANET OPCT	47310000	Recettes à transférer	90 667	113 362
BOURSES AMI OPCT	47310000	Recettes à transférer	205 600	190 786
TVA	44551000	TVA	477 830	453 299
TOTAL			774 097	757 447

Tableau 6 - Situation Patrimoniale (réalisé)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat

CHARGES	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé	PRODUITS	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé
Personnel	55 623 456	56 930 046	57 396 296	56 387 599	Subventions de l'Etat	59 648 195	58 789 625	59 494 835	60 497 748
dont charges de pensions civiles	15 000 853	15 956 474	16 079 864	15 105 847	Fiscalité affectée	447 384	420 000	468 909	468 909
Fonctionnement	14 716 294	15 126 585	15 791 152	14 626 879	Autres subventions	1 304 291	3 925 153	3 925 153	1 602 235
					Autres produits	9 565 293	7 570 377	7 806 035	8 428 102
TOTAL DES CHARGES	70 339 750	72 056 631	73 187 448	71 014 478	TOTAL DES PRODUITS	70 965 163	70 705 155	71 694 932	70 996 993
Résultat : bénéfice	625 413	-	-	-	Résultat : perte	-	1 351 476	1 492 516	17 486
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat	70 965 163	72 056 631	73 187 448	71 014 478	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat	70 965 163	72 056 631	73 187 448	71 014 478

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé
Résultat l'exercice	625 413	- 1 351 476	- 1 492 516	- 17 486
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 831 432	3 800 000	3 800 000	4 277 886
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	150 523	230 000	150 000	195 474
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	29 750
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	2 194 862	2 380 000	2 380 000	2 191 197
CAF ou IAF	2 111 460	- 161 476	- 222 516	1 843 979

État de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé	RESSOURCES	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé
Insuffisance d'autofinancement	-	161 476	222 516	-	Capacité d'autofinancement	2 111 460	-	-	1 843 979
					Financement de l'actif par l'État	431 672	218 908	674 487	199 199
Investissements	4 526 824	3 915 532	2 280 532	2 905 823	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	- 127 140	-	-	260 154
					Autres ressources	4 673	-	-	735 000
Remboursement des dettes financières	-	-	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS	4 526 824	4 077 008	2 503 048	2 905 823	TOTAL DES RESSOURCES	2 420 665	218 908	674 487	3 038 331
APPORT au FONDS DE ROULEMENT	-	-	-	132 508	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT	2 106 159	3 858 100	1 828 561	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	- 2 106 159	- 3 858 101	- 1 828 561	132 508
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 789 407	1 282 495	1 193 461	- 1 073 797
Variation de la TRESORERIE	- 1 316 753	- 5 140 596	- 3 022 022	1 206 306
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	8 903 206	3 053 634	7 074 645	9 035 714
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 7 268 743	- 5 175 376	- 6 075 283	- 8 345 490
Niveau de la TRESORERIE	16 171 949	8 229 010	13 149 927	17 378 254

Tableau 6 - Situation Patrimoniale (réalisé)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat

CHARGES	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé	PRODUITS	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé
Personnel	-	5 000	5 000	-	Subventions de l'Etat	-	-	-	-
dont charges de pensions civiles	-	-	-	-	Fiscalité affectée	-	-	-	-
Fonctionnement	553	18 000	18 000	2 950	Autres subventions	-	-	-	-
					Autres produits	-	12 000	12 000	-
TOTAL DES CHARGES	553	23 000	23 000	2 950	TOTAL DES PRODUITS	-	12 000	12 000	-
Résultat : bénéfice	-	-	-	-	Résultat : perte	553	11 000	11 000	2 950
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat	553	23 000	23 000	2 950	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat	553	23 000	23 000	2 950

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé
Résultat l'exercice	- 553	- 11 000	- 11 000	- 2 950
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	-
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	-
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-
CAF ou IAF	- 553	- 11 000	- 11 000	- 2 950

État de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé	RESSOURCES	Rappel n-1	BI	BR	Réalisé
Insuffisance d'autofinancement	553	11 000	11 000	2 950	Capacité d'autofinancement	-	-	-	-
					Financement de l'actif par l'État	-	-	-	-
Investissements	-	-	-	-	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	-	-	-	-
					Autres ressources	-	-	-	-
Remboursement des dettes financières	-	-	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS	553	11 000	11 000	2 950	TOTAL DES RESSOURCES	-	-	-	-
APPORT au FONDS DE ROULEMENT	-	-	-	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT	553	11 000	11 000	2 950

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Rappel N-1	BI	BR	Réalisé N
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : PRELEVEMENT	- 553	- 11 000	- 11 000	- 2 950
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-	-	-	- 2 950
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT	- 553	- 11 000	- 11 000	-
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	274 368	263 368	263 368	271 418
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-	-	-	-
Niveau de la TRESORERIE	274 368	263 368	263 368	274 368

Périmètre financier : Etablissement principal
Société(s) : 1010

Exercice : 2024
Unité des montants : Euros

Tableau 7 - Plan de Trésorerie (Réalisé)

Pour information de l'organe délibérant

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	16 171 949	25 964 808	20 307 563	14 849 084	24 447 800	19 500 096	20 420 198	31 406 125	27 069 248	21 890 455	25 728 953	21 673 248	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	549 659	14 914 081	404 058	14 569 039	414 301	998 742	20 641 441	150 339	1 575 589	9 464 943	1 133 788	3 407 548	68 223 528
Subvention pour charges de service public	0	14 141 968	194 888	14 141 968	0	0	19 798 742	0	532 116	8 457 297	2 000	115 694	57 384 673
Autres financements de l'Etat	0	0	0	118 136	0	0	0	0	0	0	0	0	118 136
Fiscalité affectée	0	264 240	0	0	0	0	0	0	204 669	0	0	0	468 909
Autres financements publics	47 176	158 254	141 037	43 428	197 644	442 616	181 645	60 232	652 447	423 540	183 367	1 010 608	3 541 993
Recettes propres	502 483	349 619	68 133	265 507	216 657	556 126	661 054	90 107	186 357	584 106	948 421	2 281 246	6 709 817
Recettes budgétaires fléchées	800	2 527	6 000	6 000	200	504 073	711 000	1 800	800	-22 200	0	554 845	1 765 845
Financements de l'Etat fléchés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres financements publics fléchés	0	0	0	0	0	500 000	711 000	0	0	0	0	554 845	1 765 845
Recettes propres fléchées	800	2 527	6 000	6 000	200	4 073	0	1 800	800	-22 200	0	0	0
Opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	75	0	75	75	75	150	75	525
Emprunts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	75	0	75	75	75	150	75	525
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en compte de tiers	14 567 814	-14 401 595	209 140	931 643	38 392	320 285	488 519	807 883	-560 680	436 331	490 405	-2 200 868	1 127 270
TVA encaissée	56 342	38 745	17 928	15 990	21 281	26 939	24 034	5 110	121 065	32 412	64 751	28 702	453 299
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0	0	76 000	0	0	0	0	0	227 362	236	50	500	304 148
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	14 511 472	-14 440 340	115 212	915 653	17 111	293 346	464 485	802 773	-909 107	403 682	425 605	-2 230 070	369 823
TOTAL	15 118 273	515 014	619 198	15 506 682	452 893	1 823 175	21 840 960	960 096	1 015 784	9 879 149	1 624 344	1 761 600	71 117 168
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes fléchées	5 174 907	5 908 565	5 868 438	5 590 126	5 235 210	5 501 355	5 914 621	5 182 428	5 897 041	5 775 823	5 292 591	5 847 613	67 188 717
Personnel	4 492 547	4 663 887	4 924 012	4 557 438	4 539 162	4 650 018	4 731 076	5 034 455	4 776 910	4 587 975	4 501 910	4 623 823	56 083 212
Fonctionnement	519 922	844 149	804 070	822 777	629 992	693 332	902 961	122 653	917 934	1 045 698	575 350	969 869	8 848 707
Investissement	162 438	400 530	140 356	209 912	66 056	158 005	280 584	25 319	202 198	142 150	215 331	253 921	2 256 798
Dépenses sur recettes fléchées	89 570	170 338	119 966	228 181	133 115	101 106	134 465	99 944	124 528	141 695	306 964	139 712	1 789 584
Personnel	79 256	98 741	100 924	83 074	93 694	89 266	97 780	94 122	97 445	93 768	105 932	112 664	1 146 667
Fonctionnement	10 314	71 597	19 042	141 613	39 421	11 839	35 622	5 822	27 083	44 129	201 033	11 913	619 427
Investissement	0	0	0	3 494	0	0	1 063	0	0	3 798	0	15 135	23 489
Opérations non budgétaires	0	0	0	900	0	0	0	0	0	0	0	0	900
Emprunts : remboursements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : décaissements en capital	0	0	0	900	0	0	0	0	0	0	0	0	900
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations gérées en compte de tiers	60 937	93 356	89 273	88 759	32 272	-4 699 387	4 805 947	14 602	173 008	123 133	80 494	69 269	931 662
TVA décaissée	56 079	71 641	37 642	37 539	22 709	30 779	43 391	8 283	43 061	34 410	39 522	52 775	477 830
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	0	18 800	51 000	0	8 105	13 200	18 400	0	128 562	23 800	34 000	400	296 267
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	4 858	2 915	631	51 220	1 458	-4 743 366	4 744 156	6 319	1 385	64 923	6 972	16 094	157 565
TOTAL	5 325 414	6 172 259	6 077 677	5 907 966	5 400 597	903 074	10 855 033	5 296 973	6 194 577	6 040 651	5 680 048	6 056 593	69 910 863
SOLDE DU MOIS	9 792 859	-5 657 245	-5 458 478	9 598 716	-4 947 704	920 102	10 985 927	-4 336 877	-5 178 794	3 838 498	-4 055 705	-4 294 993	1 206 306
SOLDE CUMULE	25 964 808	20 307 563	14 849 084	24 447 800	19 500 096	20 420 198	31 406 125	27 069 248	21 890 455	25 728 953	21 673 248	17 378 255	
										dont trésorerie fléchée			-23 739
										dont trésorerie sur op. non budgétaires			195 233
										dont trésorerie non fléchée			1 230 044
										Solde budgétaire			1 011 073

Périmètre financier : Fondation
Société(s) : 1020

Exercice : 2024
Unité des montants : Euros

Tableau 7 - Plan de Trésorerie (Réalisé)

Pour information de l'organe délibérant

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	
dont placements	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées													
Subvention pour charges de service public													
Autres financements de l'Etat													
Fiscalité affectée													
Autres financements publics													
Recettes propres													
Recettes budgétaires fléchées													
Financements de l'Etat fléchés													
Autres financements publics fléchés													
Recettes propres fléchées													
Opérations non budgétaires													
Emprunts : encaissements en capital													
Prêts : encaissements en capital													
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en compte de tiers													
TVA encaissée													
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements													
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers													
TOTAL													
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes fléchées													
Personnel													
Fonctionnement													
Investissement													
Dépenses sur recettes fléchées													
Personnel													
Fonctionnement													
Investissement													
Opérations non budgétaires													
Emprunts : remboursements en capital													
Prêts : décaissements en capital													
Dépôts et cautionnements													
Opérations gérées en compte de tiers													
TVA décaissée													
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements													
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers													
TOTAL													
SOLDE DU MOIS													
SOLDE CUMULE	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	274 368	
													dont trésorerie fléchée
													dont trésorerie sur op. non budgétaires

Tableau 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à N	Réalisé N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		2 571 327	2 547 589	2 012 885	1 372 787
Recettes fléchées	7 740 198	1 765 845	2 243 780	5 701 020	5 529 750
Financements de l'Etat fléchés	-	-	300 000	1 850 000	1 875 000
Autres financements publics fléchés	7 740 198	1 765 845	1 943 780	3 851 020	3 654 750
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées	5 168 871	1 789 584	2 778 484	6 341 118	5 862 537
Personnel (AE=CP)					
<i>AE</i>	2 723 102	1 146 667	1 686 864	1 686 864	1 491 701
<i>CP</i>	2 723 102	1 146 667	1 686 864	1 686 864	1 491 701
Fonctionnement et intervention					
<i>AE</i>	794 780	460 237	679 786	654 254	570 836
<i>CP</i>	591 953	619 427	679 786	654 254	570 836
Investissement					
<i>AE</i>	1 947 184	66 660	411 834	4 000 000	3 800 000
<i>CP</i>	1 853 816	23 489	411 834	4 000 000	3 800 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	2 571 327	- 23 739	- 534 704	- 640 098	- 332 787

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT OU PAR DELEGATION DE POUVOIR DU CA AU PRESIDENT

Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagements			Crédits de paiement			Restes	
		Conso AE < N	AE consommées N	Total AE consommées	CP consommées < N	CP consommés N	Total CP N	Restes à engager > N (AE)	Restes à payer > N sur AE consommées <= N (CP)
RECHERCHE.E CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	5 000 000	868 582	535 005	1 403 586	702 092	679 148	1 381 240	3 596 414	22 346
RECHERCHE.A CONTRATS RECHERCHE ASDESR	2 083 600	-	282 393	282 393	-	282 393	282 393	1 801 207	-
RECHERCHE.T CONTRATS RECHERCHE TRANSVERSES	18 182 978	5 988 752	2 957 918	8 946 670	5 866 849	2 971 630	8 838 479	9 236 308	108 191
Total Contrats de recherche	25 266 578	6 857 334	3 775 316	10 632 650	6 568 941	3 933 172	10 502 113	14 633 928	130 537
PPI.NCU PIA - NCU PROJET CAPACITE	7 900 000	2 425 849	710 099	3 135 948	1 229 103	188 582	1 417 685	4 764 052	1 718 263
PPI.PANO PIA - PANORAMA	731 000	183 099	80 471	263 570	165 426	89 862	255 288	467 430	8 282
Total Contrats d'enseignement	8 631 000	2 608 948	790 570	3 399 518	1 394 529	278 444	1 672 973	5 231 482	1 726 545
PPI.BU PPI RENOVATION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	4 100 000	-	-	-	-	-	-	4 100 000	-
PPI.NATU PPI NATURALITE	11 000 000	-	65 597	65 597	-	18 932	18 932	10 934 403	46 665
PPI.LAPEC CPER - LAPEC	1 900 000	1 987 536	-	1 987 536	1 894 168	3 494	1 897 662	-	89 875
Total Programme pluriannuels d'inv	17 000 000	1 987 536	65 597	2 053 134	1 894 168	22 426	1 916 594	14 946 866	136 539
Total	50 897 578	11 453 819	4 631 483	16 085 301	9 857 638	22 426	14 091 679	34 812 277	1 993 622
Ss total personnel	22 536 236	6 215 787	3 143 943	9 359 730	5 196 705	2 709 542	7 906 247	13 176 506	1 453 483
Ss total fonctionnement	10 139 314	2 719 371	1 242 884	3 962 255	2 298 680	1 311 188	3 609 869	6 177 059	352 386
Ss total investissement	18 222 028	2 518 660	244 656	2 763 316	2 362 252	213 312	2 575 564	15 458 712	187 752

Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements < N	Encaissements réalisés N	Restes à encaisser > N
RECHERCHE.E CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	5 000 000	-	5 000 000	2 000 000	500 000	2 500 000
RECHERCHE.A CONTRATS RECHERCHE ASDESR	2 083 600	-	2 083 600	191 898	479 745	1 411 957
RECHERCHE.T CONTRATS RECHERCHE TRANSVERSES	18 182 978	-	18 182 978	6 831 428	3 988 439	7 363 111
Total Contrats de recherche	25 266 578	-	25 266 578	9 023 326	4 968 184	11 275 068
PPI.NCU PIA - NCU PROJET CAPACITE	7 900 000	-	7 900 000	3 555 000	711 000	3 634 000
PPI.PANO PIA - PANORAMA	731 000	-	731 000	193 300	75 100	462 600
Total Contrats d'enseignement	8 631 000	-	8 631 000	3 748 300	786 100	4 096 600
PPI.BU PPI RENOVATION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	4 100 000	1 700 000	2 400 000	-	-	2 400 000
PPI.NATU PPI NATURALITE	11 000 000	2 000 000	9 000 000	-	-	9 000 000
PPI.LAPEC CPER - LAPEC	1 900 000	100 000	1 800 000	1 800 000	-	-
Total Programmes pluriannuels d'investissement	17 000 000	3 800 000	13 200 000	1 800 000	-	11 400 000
Total	50 897 578	3 800 000	47 097 578	14 571 626	5 754 284	26 771 668

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Contrats de recherche

Exécution d'AE et de CP			Exécution						Reste à payer	Reste à réaliser	
Opération	Nature	Coût total de l'opération	Conso AE < N	AE consommées N	Total AE consommées	CP consommés < N	CP consommés N	Total CP consommés	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	Personnel	2 509 147	362 884	188 088	550 972	362 884	188 088	550 972	-	1 958 175	1 958 175
	Fonctionnement	2 480 853	505 698	345 853	851 551	339 208	489 997	829 205	22 346	1 629 302	1 651 648
	Investissement	10 000	-	1 063	1 063	-	1 063	1 063	-	8 937	8 937
Total CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS		5 000 000	868 582	535 005	1 403 586	702 092	679 148	1 381 240	22 346	3 596 414	3 618 760
CONTRATS RECHERCHE ASDESR	Personnel	1 709 800	-	255 125	255 125	-	255 125	255 125	-	1 454 675	1 454 675
	Fonctionnement	373 800	-	27 268	27 268	-	27 268	27 268	-	346 532	346 532
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total CONTRATS RECHERCHE ASDESR		2 083 600	-	282 393	282 393	-	282 393	282 393	-	1 801 207	1 801 207
CONTRATS RECHERCHE TRANSVERSES	Personnel	11 600 973	3 492 685	1 997 276	5 489 961	3 492 685	1 997 276	5 489 961	-	6 111 012	6 111 012
	Fonctionnement	5 461 574	1 924 591	782 647	2 707 238	1 863 624	784 532	2 648 157	59 081	2 744 337	2 803 418
	Investissement	1 130 431	571 476	177 996	749 472	510 539	189 922	700 362	49 110	390 960	430 070
Total CONTRATS RECHERCHE TRANSVERSES		18 192 978	5 988 752	2 957 918	8 946 670	5 866 848	2 971 630	8 838 479	108 191	9 236 308	9 344 459
Ss total Personnel		15 819 919	3 855 569	2 440 489	6 296 058	3 855 569	2 440 489	6 296 058	-	9 523 861	9 523 861
Ss total Fonctionnement		8 306 228	2 430 289	1 155 768	3 586 057	2 202 833	1 301 797	3 504 630	81 427	4 720 171	4 801 598
Ss total Investissement		1 140 431	571 476	179 059	750 535	510 539	190 885	701 425	49 110	389 897	439 006
TOTAL		25 266 578	6 857 334	3 775 316	10 632 650	6 969 941	3 933 172	10 502 113	130 537	14 633 928	14 764 466

Prévisions de recettes			Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements réalisés N	Reste à encaisser en N+1 et plus
CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS	Financement de l'Etat	-	-	-	-
	Autres financements publics	5 000 000	2 000 000	500 000	2 500 000
	Autres financements	-	-	-	-
Total CONTRATS RECHERCHE EUR IMPLANTEUS		5 000 000	2 000 000	500 000	2 500 000
CONTRATS RECHERCHE ASDESR	Financement de l'Etat	-	-	-	-
	Autres financements publics	2 083 600	191 898	479 745	1 411 957
	Autres financements	-	-	-	-
Total CONTRATS RECHERCHE ASDESR		2 083 600	191 898	479 745	1 411 957
CONTRATS RECHERCHE TRANSVERSES	Financement de l'Etat	204 976	46 474	15 000	143 502
	Autres financements publics	13 120 686	4 833 735	2 316 427	5 870 325
	Autres financements	5 393 875	1 851 219	1 657 013	1 885 643
Total CONTRATS RECHERCHE TRANSVERSES		18 719 537	6 831 428	3 988 439	7 899 670
Ss total Financement de l'Etat		204 976	46 474	15 000	143 502
Ss total Autres financements publics		20 204 286	7 125 633	3 296 172	9 782 482
Ss total Autres financements		5 393 875	1 851 219	1 657 013	1 885 643
TOTAL		26 803 137	9 023 326	4 968 184	11 811 627

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Programme pluriannuels d'investissement

Prévisions d'AE et de CP			Exécution						Reste à payer	Reste à réaliser	
Opération	Nature	Coût total de l'opération	Conso AE < N	AE consommées N	Total AE consommées	CP consommés < N	CP consommés N	Total CP consommés	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
PPI RENOVATION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	4 100 000	4 100 000
	Investissement	4 100 000	-	-	-	-	-	-	-	4 100 000	4 100 000
Total PPI RENOVATION BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE		4 100 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PPI NATURALITE	Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	10 934 403	10 981 068
	Investissement	11 000 000	-	65 597	65 597	-	18 932	18 932	46 685	10 934 403	10 981 068
Total PPI NATURALITE		11 000 000	-	65 597	65 597	-	18 932	18 932	46 685	-	-
CPER - LAPEC	Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fonctionnement	42 455	42 455	-	42 455	42 455	-	42 455	-	87 536	2 338
	Investissement	1 857 545	1 945 081	-	1 945 081	1 851 713	3 494	1 855 206	89 875	87 536	2 338
Total CPER - LAPEC		1 900 000	1 987 536	-	1 987 536	1 894 168	3 494	1 897 662	89 875	-	-
Ss total Personnel		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ss total Fonctionnement		42 455	42 455	-	42 455	42 455	-	42 455	-	-	-
Ss total Investissement		16 957 545	1 945 081	65 597	2 010 678	1 851 713	22 426	1 874 139	136 539	14 946 866	15 083 406
TOTAL		17 000 000	1 987 536	65 597	2 053 134	1 894 168	22 426	1 916 594	136 539	14 946 866	15 083 406

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Contrats d'enseignement

Exécution d'AE et de CP			Exécution						Reste à payer	Reste à réaliser	
Opération	Nature	Coût total de l'opération	Conso AE < N	AE consommées N	Total AE consommées	CP consommés < N	CP consommés N	Total CP consommés	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
PIA - NCU PROJET CAPACITE	Personnel	6 157 893	2 248 185	622 983	2 871 168	1 229 103	188 582	1 417 685	1 453 483,35	3 286 725	4 740 208
	Fonctionnement	1 618 055	175 561	87 116	262 677	-	-	-	262 677	1 355 378	1 618 055
	Investissement	124 052	2 103	-	2 103	-	-	-	2 103	1 211 949	124 052
Total PIA - NCU PROJET CAPACITE		7 900 000	2 425 849	710 099	3 135 949	1 229 103	188 582	1 417 685	1 718 263	4 754 052	6 482 315
PIA - PANORAMA	Personnel	558 424	112 033	80 471	192 504	112 033	80 471	192 504	-	365 920	365 920
	Fonctionnement	172 524	71 066	-	71 066	53 392	9 391	62 784	8 282	101 510	109 792
	Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total PIA - PANORAMA		731 000	183 099	80 471	263 570	165 426	89 862	255 288	8 282	467 430	478 713
Ss total Personnel		6 716 317	2 360 218	703 454	3 063 672	1 341 136	269 053	1 610 189	1 453 483	3 652 645	5 106 128
Ss total Fonctionnement		1 790 631	246 627	87 116	333 743	53 392	9 391	62 784	270 959	1 456 888	1 727 847
Ss total Investissement		124 052	2 103	-	2 103	-	-	-	2 103	121 949	124 052
TOTAL		8 631 000	2 608 948	790 570	3 399 518	1 394 529	278 444	1 672 973	1 726 545	5 231 482	6 958 028

Prévisions de recettes			Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements < N	Encaissements réalisés N	Reste à encaisser en N+1 et plus
PIA - NCU PROJET CAPACITE	Financement de l'Etat	-	-	-	-
	Autres financements publics	7 900 000	3 555 000	711 000	3 634 000
	Autres financements	-	-	-	-
Total PIA - NCU PROJET CAPACITE		7 900 000	3 555 000	711 000	3 634 000
PIA - PANORAMA	Financement de l'Etat	-	-	-	-
	Autres financements publics	731 000	193 300	75 100	462 600
	Autres financements	-	-	-	-
Total PIA - PANORAMA		731 000	193 300	75 100	462 600
Ss total Financement de l'Etat		-	-	-	-
Ss total Autres financements publics		8 631 000	3 748 300	786 100	4 096 600
Ss total Autres financements		-	-	-	-
TOTAL		8 631 000	3 748 300	786 100	4 096 600

Tableau de synthèse budgétaire et comptable (réalisé)

Stocks initiaux			Réalisé N
	1	Niveau initial de restes à payer	2 751 162
	2	Niveau initial du fonds de roulement	9 177 573
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 7 268 743
	4	Niveau initial de la trésorerie	16 446 316
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	2 571 327
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	13 874 989
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	68 427 631
	6	Résultat patrimonial	- 20 436
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	1 841 029
	8	Variation du fonds de roulement	129 558
	9	Opérations bilanciell es non budgétaires	SENS - 375
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ 525
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	- - 900
		Cautionnements et dépôts	+/- -
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS - 93 126
		Variation de stocks	+/- -
		Charges sur créances irrécouvrables	- - 123 797
		Produits divers de gestion courante	+ 30 671
	11	Déc alages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS - 788 013
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/- -1 106 567,40
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/- 860 922,25
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/- -22 417,61
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/- -519 950,63
	12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	1 011 073
	12.a	Recettes budgétaires	69 989 373
	12.b	Crédits de paiement	68 978 300
Stocks finaux	13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	195 233
	14	Variation de la trésorerie = 12 + 13	1 206 306
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	- 23 739
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	1 230 044
	15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 - 13	- 1 076 748
	16	Restes à payer	- 550 670
	17	Niveau final de restes à payer	2 200 492
	18	Niveau final du fonds de roulement	9 307 131
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 8 345 491
	20	Niveau final de la trésorerie	17 652 622
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	2 547 589
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	15 105 033

Compte de résultat 2024- Etablissement principal

CHARGES - En euros	31/12/2024	31/12/2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	12 258	12 442
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	7 858 518	7 437 006
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	34 421 234	33 883 222
Charges sociales	21 647 656	21 379 854
Intéressement et participation	-	-
Autres charges de personnel	318 710	360 379
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	1 994 828	3 009 616
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	4 277 886	3 827 682
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	70 531 089	69 910 201
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	478 531	422 472
Transfert aux entreprises	-	-
Transfert aux collectivités territoriales	-	-
Transfert aux autres collectivités	-	-
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme		
Dotations aux provisions et dépréciations		
TOTAL CHARGES INTERVENTION	478 531	422 472
Engagements réalisés sur fonds dédiés (Fondations)		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	71 009 620	70 332 673
CHARGES FINANCIERES		
Charges d'intérêt		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Pertes de change	1 697	250
Autres charges financières	3 161	3 078
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	-	3 750
TOTAL CHARGES FINANCIERES	4 858	7 079
Impôt sur les sociétés		
TOTAL DES CHARGES	71 014 478	70 339 751
PRODUITS - En euros	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	62 710 094	61 526 629
Subventions pour charges de service public	57 384 673	57 503 234
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	4 856 512	3 576 011
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	-	-
Dons et legs	-	-
Produits de la fiscalité affectée	468 909	447 384
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)	5 900 106	7 090 513
Vente de biens ou prestations de services	5 436 314	6 589 557
Produits de cession d'éléments d'actif	-	-
Autres produits de gestion	463 792	500 957
Production stockée et immobilisée	-	-
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	-	-
Autres produits	2 386 672	2 346 902
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	195 474	152 040
Reprises du financement rattaché à un actif	2 191 197	2 194 862
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	70 996 872	70 964 044
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des participations et des prêts	-	-
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	-	-
Intérêts sur créances non immobilisées	-	-
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Gain de change	121	1 119
Autres produits financiers	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	-	-
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	121	1 119
TOTAL DES PRODUITS	70 996 993	70 965 163
BENEFICE OU PERTE	-	625 413

Source: Instruction Comptable Commune - BOFIP - GCP-23-0047 DU 19/12/2023

B/LAN - Etablissement principal

Exercice : 2024

Actif	Brut	Amort/Dépréc.	2024	2023	Passif	2024	2023
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	1 100 844	695 887	404 957	456 256	Financements reçus		
Immobilisations corporelles					Financement de l'actif par l'Etat	24 122 205	25 428 100
Terrains	8 131 793	13 835	8 117 958	8 107 849	Financement de l'actif par des tiers	9 083 498	9 509 447
Constructions	53 656 179	25 592 333	28 063 846	29 861 305	Fonds propres des fondations	-	-
Installations techniques matériel, outill	8 921 439	6 246 656	2 674 783	2 572 826	Ecart de réévaluation		
Collections	1 403	-	1 403	1 403	Réserves	6 854 593	6 854 593
Biens historiques et culturels	1	-	1	1	Report à nouveau	12 569 856	11 944 443
Autres immobilisations corpor.	8 963 862	6 235 094	2 728 768	2 983 834	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	17 486	625 413
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	Provisions réglementées		
Immobilisations corporelles en cours	1 170 747	-	1 170 747	1 759 398			
Avances et Acpt versés sur commande	-	-	-	-			
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-			
Immobilisations corporelles (biens vivants)	-	-	-	-			
Immobilisations financières	1 114 475	391 080	723 395	23 020			
					TOTAL FONDS PROPRES	52 612 666	54 361 996
					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
					Provisions pour risques	158 305	149 905
					Provisions pour charges	-	-
					TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	158 305	149 905
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	83 060 743	39 174 885	43 885 858	45 765 891			
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	-	-	-	-	DETTES FINANCIERES		
Créances					Emprunts obligataires	-	-
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 654 427	-	1 654 427	1 027 625	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-
Créances clients et comptes rattachés	1 119 759	150 600	969 159	1 316 853	Dettes financières et autres emprunts	-	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-	-			
Avances et acptes versés sur commandes	-	-	-	-	TOTAL DETTES FINANCIERES	-	-
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositif d'intervention)	-	-	-	-	DETTES NON FINANCIERES		
Créances sur les autres débiteurs	80 697		80 697	51 673	Dettes fournisseurs et cptes rattachés	639 958	674 097
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	106 939	-	106 939	102 862	Dettes fiscales et sociales	2 870 644	3 027 001
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	2 961 823	150 600	2 811 222	2 499 013	Avances et acomptes reçus	5 964 354	4 617 783
					Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	355 125	347 244
					Autres dettes non financières	621 484	323 981
					Produits constatés d'avance	852 799	934 847
					TOTAL DETTES NON FINANCIERES	11 304 364	9 924 953
TRESORERIE					TRESORERIE		
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	Autres éléments de trésorerie passive	2 734	-
Disponibilités	17 380 988	-	17 380 988	16 171 948			
Autres							
TOTAL TRESORERIE	17 380 988	-	17 380 988	16 171 948	TOTAL TRESORERIE	2 734	-
Comptes de régularisation	-	-	-	-	Comptes de régularisation	-	-
Ecart de conversion Actif	-	-	-	-	Ecart de conversion Passif	-	-
TOTAL GENERAL	103 403 554	39 325 485	64 078 068	64 436 853	TOTAL GENERAL	64 078 068	64 436 853

Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP-23-0047 du 19/12/2023



Annexe

Compte financier

2024

*Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel
et Professionnel*

1 FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Aucun fait significatif n'a été retenu au titre de l'année 2024.

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents comptes sont établis en application du “*recueil des normes comptables pour les établissements publics*” et de l’*instruction comptable commune*”, applicables aux établissements publics.

Ils ont été arrêtés (Article R719-101 du code de l’éducation) “*conjointement par l’ordonnateur et l’agent comptable*” à la date du 01 mars 2025.

2.1 Principes et méthodes d’évaluation

La méthode de base retenue pour l’évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Comparabilité des comptes

Les comptes sont conformes aux règles et procédures en vigueur susvisées.

Ils sont établis selon des méthodes permanentes dans le but d’assurer leur comparabilité, à la fois avec les états financiers d’entités différentes ainsi qu’avec les états financiers de notre entité dans le temps.

L’annexe présente les changements de méthodes comptables, d’estimation et les corrections d’erreurs ayant eu lieu au cours de l’exercice sans reproduire (sans répéter) les informations/explications fournies dans les états financiers des exercices antérieurs.

Pour rappel, suite à un nouveau cadre réglementaire pour les fondations qui sont gérées en budget annexe, les comptes agrégés de l’université ne comprennent plus la Fondation depuis l’exercice 2023, mais seulement l’Etablissement.

, les fondations universitaires sont régies par les articles L.719-12 et R.719-194 à R.719-205 du code de l’éducation. Elles disposent de l’autonomie financière, sans avoir la personnalité morale et sont abritées par un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) (art L.719-12 du code de l’éducation). Le budget et le compte financier de la fondation universitaire sont annexés à ceux de l’établissement (art R.719-201 du code de l’éducation)

a) Changement de méthodes comptables

Néant

b) Changement d’estimations comptables

Néant.

c) Corrections d’erreurs

Dans le cadre de la constitution de la société Villa Immo SUR, Avignon Université a apporté en jouissance le site du 58^{ème} RI, dont elle est propriétaire, valorisé à hauteur de 700 000 euros. Pour rappel, le pacte d’actionnaires avait été signé le 16 novembre 2022 et aucune écriture de transfert n’avait été enregistrée, le bâtiment faisant l’objet de travaux de réhabilitation énergétique non terminés à ce jour. Cette opération ayant été inscrite dans le bilan de la société Villa Immo SUR, il a été décidé, par effet miroir, de comptabiliser cette participation financière par l’utilisation des comptes de report à nouveau 119 et 110. Cet apport se matérialise par une augmentation de 700 000 € du compte 2611 en contrepartie d’une diminution du compte 21 dans les comptes 2024 de l’établissement.

3 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

3.1 *Actif immobilisé*

Par catégorie d'immobilisation vous trouverez ci-après les informations relatives aux :

- ✓ Modes et méthodes d'évaluation appliqués à la date de comptabilisation initiale et à la date de clôture :
- ✓ Méthodes ou conventions d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur brute comptable des immobilisations :
- ✓ Amortissements (modes d'amortissement, taux d'amortissements et durées d'amortissements utilisées) :

Rubriques et postes (en euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	1 103 390	-	98 577	-	- 101 123	1 100 844
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	690	-	-	-	-	690
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	995 730	-	98 577	-	101 123	993 184
Droit au bail	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	106 970	-	-	-	-	106 970
Immobilisations corporelles	78 280 026	700 000	1 990 273	-	-1 295 622	79 674 677
Terrains	8 117 883	-	13 910	-	-	8 131 793
Constructions	53 116 786	700 000	573 428	-	-734 035	53 656 179
Installations techniques, matériels, et outillage	8 257 822	-	688 038	-	-24 421	8 921 431
Collections	1 403	-	-	-	-	1 403
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	1	-	-	-	-	1
Autres immobilisations corporelles	8 786 131	-	714 897	-	-537 166	8 963 862
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	1 759 398	-	111 349	- 700 000		1 170 747
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	414 100	-	701 210	-	- 835	1 114 475

a) *Immobilisations incorporelles*

- Les immobilisations incorporelles sont composées essentiellement de logiciels. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service. Les logiciels à usage interne créés sont évalués à leur coût de production.
- Les autres concessions et droits similaires correspondent principalement à des droits d'exploitation de brevets.
- Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.

b) *Immobilisations corporelles*

- Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge dans leur grande majorité.
- Cependant le Conseil d'administration a voté un aménagement à cette règle pour certaines catégories de biens, notamment le matériel informatique et numérique, l'outillage et les matériels acquis dans le cadre du programme pluriannuel d'investissement avec des montants différenciés

- o Informatique :

- Ordinateur (à partir de 300 €) : ne sont pas immobilisables les souris, les sacs

- Écrans (à partir de 100 €)

- Docks / stations d'accueil (90 €)

- Imprimantes (100 €)

- o Audiovisuel :

- Boîtier pilotage installations AV salles (à partir de 300 €)

- Vidéoprojecteurs (à partir de 500 €)

- Micros sans fils (à partir de 500 €)

- Écrans électriques de projection salles de cours (à partir de 230 €)

- Hauts-parleurs / Enceintes amplifiées (à partir de 100 €)

- Bloc sécurisation des câbles dans les salles de cours (à partir de 40 €)

- o Pour d'autres catégories d'opérations sont immobilisables

- les acquisitions liées à l'exécution du programme pluriannuel d'investissement de l'établissement.

- Les acquisitions financées par une subvention d'investissement

- les acquisitions effectuées dans le cadre du fonds d'investissement pédagogique

- Les opérations réalisées dans le cadre d'un premier équipement suite à réaménagement d'espaces

(Délibération 2023-069 du 3 octobre 2023).

- Le parc immobilier des biens remis en dotation par l'Etat et contrôlés par l'Université d'Avignon, a été intégré à l'actif de l'Université d'Avignon. La valorisation de ces biens a été estimée à partir des évaluations France Domaine, à l'exception :
- o Du Campus Jean-Henri Fabre (UFR STS bât. A (agrosociétés), UFR STS bât. B, IUT, CERI, LMA), inscrit pour sa valeur historique, soit le coût des travaux engagés pour sa mise en service et dont la prise en charge des dépenses a été confiée à l'Université d'Avignon et au Rectorat d'Aix-Marseille.

- o Du Terrain sur lequel le Campus Jean-Henri Fabre a été construit, acheté par l'Etat pour 1 € symbolique mais inscrit pour son évaluation par le conservateur des hypothèques, soit 798 k€.
- o La partie classée du bâtiment Nord du Site universitaire Hannah Arendt comptabilisée à l'euro symbolique.

Le laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire(LAPEC) faisant l'objet d'un bail emphytéotique avec l'INRAE a été inscrit pour la valeur des travaux effectués au 01/01/2022.

Les autres immobilisations corporelles (dont le parc immobilier des biens propres) sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les frais accessoires).

*Bâtiments affectés par l'Etat **

SITES	Bâtiments	Terrains
CAMPUS AGROSCIENCES *	2 229 514	1 193 443
HANNAH ARENDT PARTIE CLASSEE *	1	3 263 529
CAMPUS HANNAH ARENDT *	9 790 588	
CAMPUS JEAN HENRI FABRE	15 752 933	798 000
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE *	2 591 536	457 329
CHABRAN CHAUFFERIE *	22 598	486 915
CHABRAN FORMATION CONTINUE *	2 727 178	
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE *	3 241 104	571 959
LABORATOIRE DE MATHEMATIQUES	1 749 083	-
MAISON DES ETUDIANTS (SITE HANNAH ARENDT) *	283 080	49 955
PASTEUR BATIMENT A *	3 513 182	678 600
PASTEUR BATIMENT B *	174 199	
PASTEUR BATIMENT C *	285 310	
PASTEUR BATIMENT D *	342 749	
PASTEUR BATIMENT TECHNIQUE *	110 000	
PASTEUR SERRE *	101 606	
POLE SPORTIF *	1 060 480	589 000

✓ **Acquisitions significatives de l'exercice 2024:**

-Immobilisations incorporelles : solde logiciel RH « SIHAM » de l'AMUE pour 36k€, logiciel BU 24k€, licence Papercut 23k€, serveur 20k€.

-Travaux : 590 k€ : création d'une zone arborée de lutte contre les îlots de chaleur (14k€), brise soleil CERI (20k€), GTB Pôle sportif (60k€), remplacement chaudières (160k€), aménagement BU pour accueil ENSI (60k€).

-Matériel : artériographe (79k€), sismographe Géode (78k€), système de chromatographie (33k€), automatisation chariots (42k€).

-Equipements informatiques 295 k€ : dont renouvellement et acquisition d'ordinateurs portables (46k€ sur financement CVEC), borne WIFI Villa Créatrice (8k€), disques de stockage (42k€).

-Mobilier : 103k€ dont mobilier de jardin dans les espaces communs (45k€), mobilier de tricompostage (38k€).

-Matériels divers (226 k€) : rénovation des installations des amphithéâtres, serrurie Villa Créatrice (60k€). Acquisition d'un véhicule (24 k€), tondeuses autoportées et débroussailluse (14k€), cabine accoustique (6k€).

✓ **Immobilisations en cours**

- Travaux du 58 ième RI (37k€), études Villa Naturalité (19k€), rénovation lucarnes façade Hannah Arendt (8k€).

✓ **Spécificités liées aux biens historiques et culturels (BHC)**

L'Université d'Avignon contrôle le Site universitaire Hannah Arendt, dont la partie classée du bâtiment Nord est un bien historique et culturel comptabilisé à l'euro symbolique.

c) **Immobilisations financières**

- Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.
- Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur actuelle des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable.

✓ **Spécificités liées aux filiales et participations**

Filiales et participations

Informations Financières	Niveau de contrôle (quote-part détenue)	Apports de fonds effectués (en euros)	Observations
Filiales et participations			
A. Renseignements concernant les filiales			
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations			
1. Participations dans des entités françaises SAS PACAVALO - SIREN 4876294920	14,81%	13 330	Provision à 100% Résultat 2020 (perte) -121 799€. Liquidation en cours mais non achevée. Information AMU du 4/03/2024
2. Participations dans des entités françaises SAS SATT PACA CORSE (SATT SUD EST) SIREN 539768085	2,20%	396 000	Provision à 88% Capitaux propres au 31/12/2023 : 1 172 k€ Résultat 2023 (bénéfice) : 23 k€
3. Participations dans des entités françaises SAS LKSPATIALIST - SIREN 811794015	0,00%	3 750	Provision à 100%. Société radiée en 2023
4. Participations dans des entités françaises UV-BOOSTING - SIREN 824904569	0,00%	980	Capitaux propres au 30/06/2024 : + 3 994 577 € Résultat 30.06.2024 (perte) : -1 213 k€
5. Participations dans des entités françaises SAS VILLA IMMO SUR - SIREN 922269527	48,00%	700 000	Capitaux propres au 31/12/2023 + 1 409 245 € Résultat au 31/12/2024: -52 755 €

d) **Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé**

Les dotations aux amortissements et les dépréciations sont présentées dans les rubriques auxquelles elles se rapportent selon qu'elles revêtent un caractère de fonctionnement, d'intervention ou financier. Selon le même principe, les reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciations sont présentées en produits de fonctionnement ou en produits financiers.

Amortissements

- ✓ Modes d'amortissement utilisés : Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation envisagée.

Durées d'amortissement utilisées :

Immobilisations	Durées d'amortissement
Immobilisations incorporelles	5 ans
Matériel scientifique et industriel	8 ans
Collection de documentation	8 ans
Matériel de transport	8 ans
Matériel informatique et bureautique	5 ans
Matériel pédagogique	8 ans
Mobilier de bureau	8 ans
Matériel divers	8 ans

A noter que ces investissements peuvent faire l'objet d'attribution de subventions d'investissement inscrites au passif du bilan et reprises au rythme des amortissements des biens financés (en fonction de la réglementation en vigueur).

Conformément à l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006, l'université a mis en place la comptabilisation et l'amortissement des actifs par composants. Ainsi, les biens existants constitutifs du parc immobilier ont été ventilés suivant la répartition ci-après.

Parc immobilier (intégration par composants)	Durées d'amortissement
Gros œuvres	30 ans
Menuiseries extérieures	20 ans
Toiture étanchéité	20 ans
Fluides (Chauffage climatisation ...)	20 ans
Aménagements intérieurs	20 ans

Le financement par l'État (ou par un autre tiers), figurant au passif et rattaché à un actif d'un établissement public, doit évoluer symétriquement à l'actif qu'il finance. Ainsi, pour un actif amortissable, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

Tableau des amortissements

Rubriques et postes (en euros)	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	647 135	108 626	-59 873	695 887
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	72	138	-	210
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	543 713	106 049	-59 873	589 889
Droit au bail	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	103 350	2 439	-	105 789
Immobilisations corporelles	34 752 809	3 895 328	-560 219	38 087 918
Terrains	10 035	3 801	-	13 835
Constructions	23 255 481	2 353 907	-17 055	25 592 333
Installations techniques, matériels, et outillage	5 684 996	578 036	-16 376	6 246 656
Collections	-	-	-	-
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 802 298	959 584	-526 787	6 235 094
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-

Dépréciations

Les seules provisions pour dépréciations de l'actif immobilisé concernent les immobilisations financières (cf. tableau §3.5)

3.2 Stocks et en-cours

Néant

3.3 Créances

- Les méthodes d'évaluation des créances (lors de leur comptabilisation initiale et à la clôture) sont : inscriptions en comptabilité à leur valeur nominale. Sans diligence de la part de l'agence comptable, elles sont éteintes au bout de 5 ans pour les personnes de droit privé (personnes morales ou physiques) et 4 ans pour les personnes de droit public. Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en fonction du risque d'irrécouvrabilité.
- En 2024, les décisions d'apurement de créances par la procédure d'admission en non valeur et de remises gracieuses représentent **6 145,80 €**. Les créances apurées correspondent essentiellement à des frais pédagogiques impayés, de la Retraite Additionnelle Fonction Publique (RAFP) dont le recouvrement était définitivement compromis ou le montant en dessous des seuils de recouvrement, une créance dont le recouvrement n'a pu être mené à terme en l'absence de formule exécutoire sur le titre initial. Une délibération en CA fixe les seuils d'action du comptable.

Un tableau des dépréciations de l'actif par grandes natures d'actif figure **au §3.5**.

Sont inscrits sous cette rubrique, les montants suivants : les droits d'inscription des étudiants dus, les droits de formation continue ou à distance non recouverts, et de manière générale, toute créance client restant à recouvrer

le poste des créances de l'actif circulant, augmente de 0,3M€;

Les créances sur les entités publiques, elles, sont directement impactées par l'écriture de suivi des conventions à l'avancement. L'augmentation sur ce poste est de + 0,6M d'€. L'établissement continue une politique de recherche active qui peut entraîner des décalages entre les dépenses effectuées et les recettes déjà perçues.

Les créances clients sont en baisse de 0,3 M€ malgré un afflux conséquent d'ordres de recettes en fin d'exercice. Un recouvrement réactif et efficient contribue à l'amélioration du suivi des créances clients.

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	415	415	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	375	375	-
Autres créances immobilisées	40	40	-
Créances de l'actif circulant	2 962 389	2 962 389	-
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 654 427	1 654 427	-
Créances clients et comptes rattachés	1 120 326	1 120 326	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	80 697	80 697	-
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	106 939	106 939	-
TOTAUX	2 962 804	2 962 804	-

3.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Néant.

3.5 Dépréciations (de l'actif)

Tableau des dépréciations

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations financières	391 080		-	391 080
Dépréciations des stocks en-cours	-	-	-	-
Dépréciations des comptes de tiers	157 196	61 779	-68 374	150 600
Dépréciations des comptes financiers	-	-	-	-
Total des dépréciations	548 276	61 779	-68 374	541 680

Pour les créances ayant été provisionnées en 2024, on retrouve des impayés étudiants et de la formation continue.

3.6 Fonds propres

(En euros)	Sociétés	31/12/2023	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Régularisations	31/12/2024
Financements de l'actif par l'état	AU	25 428 099		199 199	-1 505 095		24 122 204
Financements de l'actif par des tiers	AU	9 509 448		260 154	- 686 103	-	9 083 497
Dotations pérennes	Fondation	250 000			-	-	250 000
Dotations consommables	Fondation	-			-	-	-
Total fonds propres des Fondations		250 000	-	-	-	-	250 000
Réserves	AU	6 854 593	-	-	-	-	6 854 593
Report à nouveau	AU	11 944 443	625 413				12 569 856
Report à nouveau	Fondation	24 920	-553	-			24 368
Total Report à nouveau		12 726 953	-	-			11 969 364
Résultat de l'exercice 2023	AU	625 413	-625 413				
Résultat de l'exercice 2023	Fondation	--553	553				
Résultat de l'exercice 2024	AU				-17 486		-17 486
Résultat de l'exercice 2024	Fondation				-2 950		-2 950
Total Résultat de l'exercice		-624 860	-624 860		-20 436	-	-20 436
TOTAL DES FONDS PROPRES		54 636 363	-	459 353	- 2 211 634		52 884 082

Le résultat patrimonial de l'exercice clos le 31 décembre 2023 bénéficiaire à hauteur de 625 412,50 € a été affecté en augmentation du compte de report à nouveau conformément à la décision du Conseil d'administration du 12 mars 2024.

3.6.1 Financements reçus

Les caractéristiques des principaux financements des actifs dont notre établissement a bénéficié dans l'exercice ainsi que celles des principaux financements en cours sont les suivantes :

- Un versement de la Région PACA au titre de l'appel à projets ouverts recherche - Volet général Hysocal d'un montant de 140 k€.
- 118 k€ du Plan de relance dans le cadre de la réhabilitation thermique du 58^{ème} RI. Dernier versement de l'opération
- Concernant le CPER 2021-2027, 80 k€ visant à financer les études préalables au projet de construction du bâtiment Villa Naturalité.

TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Rubriques et postes (en euros)	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
Financements de l'actif par l'état	25 428 099	199 999	-	-1 504 467	-	-	24 122 204
Financements non rattachés à un actif	534 451	96 420	-	-	-	-	630 871
- Financements rattachés à un actif :	21 761 925		-	-1 225 800	-	-	20 536 125
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	21 761 925		-	-1 225 800	-	-	20 536 125
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	-	-	-	-	-	-	-
- Financement des autres actifs :	3 131 724		-	- 278 667	-	- 628	2 955 207
o État	3 128 793	102 779	-	-278 667	-	- 628	2 952 277
o Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	0	-	-	-	-	-	0
o Autres	2 931	-	-	-	-	-	2 931
Financements de l'actif par des tiers autres que l'état	9 509 447	260 154	-	- 686 103	-	-	9 083 497
Financements non rattachés à un actif	-		-	-	-	-	
- Régions	-	-	-	-	-	-	-
- Départements	-	-	-	-	-	-	-
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	-	-	-	-	-	-	-
- Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-
- Autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-
Financements rattachés à un actif	9 509 447	260 154	-	- 686 103	-	-	9 083 497
- Régions	5 673 442	49 522	-	- 468 415	-	-	5 254 549
- Départements	2 800 978		-	-172 449	-	-	2 628 529
- Communes et groupements de communes	-	208	-	-	-	-	208
- Autres collectivités et établissements publics	437 090	126 489	-	-16 667	-	-	546 912
- Union Européenne	583 120	18 783	-	-26 914	-	-	574 989
- Autres organismes	458		-	-	-	-	458
- Autres	14 358	65 151	-	-1 658	-	-	77 851
TOTAUX	34 937 546	459 353	-	-2 190 570	-	- 628	33 205 701

3.7 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Concernant les provisions 2024, certains des dossiers ont pu faire l'objet d'une repise à hauteur de 89 100€ et d'autres dossiers ouverts ou en cours d'ouverture ont été provisionnés pour 97 500€.

Tableau des provisions

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Provisions pour risques	149 905	97 500	-	-89 100	158 305
Provisions pour litiges	149 905	97 500		-89 100	158 305
Provisions pour garanties données aux clients					-
Provisions pour pertes sur marchés à terme					-
Provisions pour amendes et pénalités					-
Provisions pour pertes de change					-
Provisions pour pertes sur contrat					-
Provisions pour risque d'emploi					-
Autres provisions pour risques :					-
Provisions pour charges	-	-	-	-	-
Total des provisions	149 905	97 500	-	-89 100	158 305

3.8 Dettes

Tableau des dettes

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
Dettes financières	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-	-	-
Dettes financières et autres emprunts	-	-	-	-
Dettes non financières	11 304 364	11 304 364	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	639 958	639 958	-	-
Dettes fiscales et sociales	2 870 644	2 870 644	-	-
Avances et acomptes reçus	5 964 354	5 964 354	-	-
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	355 125	355 125	-	-
Autres dettes non financières	621 484	621 484	-	-
Produits constatés d'avance	852 799	852 799	-	-
TOTAUX	11 304 364	11 304 364	-	-

Le poste dettes augmentent de 1 379 k€. Cependant cette variation à la hausse n'impactent pas de la même manière certains types de dettes.

Ainsi les dettes fournisseurs, fiscales et sociales et les produits constatés d'avance sont en léger recul.

Concernant les dettes fournisseurs, une vigilance particulière du service facturier de l'agence comptable a permis de maîtriser le montant du poste factures non parvenues et de baisser le délai global de paiement de l'exercice d'une dizaine de jours pour le porter aux alentours de 17 jours.

Les opérations liées à la comptabilisation des charges à payer de personnel évoluent à la baisse. Une baisse liée pour une partie (-85 k€) à la provision congés non pris, mais aussi une baisse des heures complémentaires. La provision concernant le compte épargne temps augmente de 44 k€.

Une forte hausse impacte les comptes d'avances sur subventions pour les conventions suivies selon la méthode de l'avancement. Pour rappel ces opérations sont arrêtées à chaque fin d'exercice avec une comparaison des dépenses et recettes de l'année et celles-ci sont réajustées et comptabilisées en compte d'avances si les recettes sont supérieures aux dépenses.

Concernant les opérations pour compte de tiers celles-ci baissent très légèrement. Pour rappel y sont comptabilisées essentiellement les bourses d'aide à la mobilité internationale (AMI). L'université servant dans ce dispositif de « boîte aux lettres financière », les sommes perçues ne faisant que transiter dans ses comptes avant d'être reversées aux étudiants en mobilité sur demande de la Maison de l'International. Le solde du compte s'établit à 332 k€ contre 347 k€ en 2023.

En 2024, ces comptes ont aussi été utilisés dans la gestion du contrat de recherche TRANET pour la partie ne concernant pas directement AU et dans laquelle celle-ci joue le rôle de coordinateur envers d'autres établissements. Il reste dans les comptes 22 k€ à distribuer.

3.9 **Autres informations concernant le bilan : Charges à payer, charges constatées d'avance, produits à recevoir, produits constatés d'avance.**

Ce mécanisme comptable a pour but d'assurer le respect du principe d'indépendance des exercices. Il permet d'intégrer dans le résultat de fonctionnement toutes les charges et les produits qui s'y rapportent.

Les charges à payer

Type de charges à payer (en euros)	Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
Fournisseurs et comptes rattachés :	559 748	638 418
Fournisseurs - factures non parvenues	559 748	638 418
Personnel et organismes sociaux :	2 870 644	2 995 242
Congés payés	457 492	463 619
Charges sociales sur CP	283 732	295 581
Heures complémentaires + CET et autres rémunérations	1 608 360	1 714 812
Charges sociales sur heures complémentaires + CET et autres rémunérations	521 059	521 861
TOTAL	3 430 392	3 633 660

Elles sont en diminution. Elles se caractérisent par une baisse des charges à payer fournisseurs (- 78k€) et des charges à payer de personnel (125 k€).

- Notes relatives à l'évaluation des charges à payer de personnel :
 - ✓ congés payés :

La provision pour congés payés est calculée à partir des jours de congés payés acquis à la clôture de l'exercice mais non consommés, valorisés sur la base de la rémunération du dernier salaire chargé connu des agents (coût moyen journalier établi à partir de la paie de l'exercice), à l'exception des enseignants et des enseignants chercheurs.

Les droits à congés des enseignants et des enseignants chercheurs ne font pas l'objet d'un suivi particulier compte tenu de leur statut. Aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés ne pouvant donc être réalisée, il n'a pas été comptabilisé de provision pour congés à payer pour les enseignants et enseignants chercheurs à la clôture de l'exercice.

En 2024 cette charge à payer a baissé. Le nombre de congés non pris passant ainsi de 3 674 jours en 2023 à 3 231 jours en 2024.

- ✓ Compte-épargne temps :

Conformément à l'arrêté du 28 novembre 2018, le nombre de jours déposés sur un CET doit désormais être supérieur à 15 (antérieurement 20) pour être valorisés par le barème journalier d'une indemnisation.

Le nombre de jours inférieurs à 15 a été valorisé par le coût moyen journalier chargé, par catégorie.

Cette rubrique est en légère hausse le nombre de jours passant de 3 130 en 2023 à 3 293 jours en 2024.

Les charges constatées d'avance sont utilisées en comptabilité pour neutraliser l'impact sur le résultat des charges qui ont été comptabilisées au titre d'une période mais qui concernent une période suivante. Les charges constatées d'avance sont principalement relatives à des abonnements et des ouvrages et à l'utilisation de logiciels informatiques (ces abonnements ne pouvant être comptabilisés en immobilisation, l'établissement ne pouvant les installer en dur dans son système numérique. En 2024, elles représentent **107 k€** soit un peu plus de 4 k€ de plus en comparaison de l'exercice 2023.

Les produits à recevoir

Un produit à recevoir est un produit connu avec certitude à la clôture de l'exercice, rattachable à l'exercice concerné, mais dont la pièce comptable correspondante n'a pas encore été émise.

Ces produits correspondent à des factures à établir étant certaine dans leur principe.

Clients - Factures à établir (compte 4181) (en euros)	31/12/2024	31/12/2023
Formation continue - SFTLV	171 464	75 274
Formation continue - CERI	0	9 873
Formation continue - IUT	0	171 247
Formation continue DRI	3 506	
Divers (SUAPS)	40 782	4 499
TOTAL Clients - Factures à établir (compte 4181)	215 752	260 893
Subventions d'investissements à recevoir (compte 44871)	387 792	267 480
Subventions de fonctionnement à recevoir (compte 44877)	816 487	584 386
TOTAL - Produits à recevoir	1 420 031	1 112 759

Après une forte baisse entre 2022 et 2023 ce poste repart à la hausse (+ 307 k€). L'évolution positive la plus marquée est liée au suivi des contrats à l'avancement, que ce soit pour les subventions d'investissement ou de fonctionnement à recevoir (+ 352 k€).

Le poste factures à établir est lui aussi en recul, les mois de novembre et surtout décembre ont été marqués par une forte demande de prise en charge de titres de recettes avant la fermeture de l'établissement.

Pour les produits de formation continue et autres, la hausse impacte essentiellement le SFTLV en lien avec le démarrage décalé de certaines formations.

Les produits constatés d'avance sont des produits qui ont été titrés en totalité en 2024 mais ont une partie du fait générateur relève de l'exercice 2025 en lien avec le calendrier de l'année universitaire. Ils sont essentiellement constitués de recettes de formation continue et des contrats de recherche.

PCA - Détail (compte 487*)	Montant (en euros) 31/12/2024	Montant (en euros) 31/12/2023
Formation continue	151 658	74 467
SSE/ARS	163 000	0
Droits d'inscriptions	0	0
Prestations rech.	479 335	813 032
PCA DRI + SUAPS	58 806	47 348
TOTAL	852 799	934 847

Les produits à recevoir et les produits constatés d'avance sont impactés par la réforme du financement de la formation professionnelle et notamment la mise en place du Compte Personnel de Formation et l'instauration d'un nouveau circuit de règlement faisant intervenir la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). La CDC verse un acompte de 25% dès validation des dossiers, puis le solde selon le service fait déclaré et le nombre de jours passés en formation. Afin d'améliorer le suivi de ces produits l'établissement titre les 25% en début de formation et le solde en fin de formation conformément au calendrier de versement.

La baisse des produits constatés d'avance en matière de prestations de recherche reflète le décalage entre la facturation des fonds perçus au titre des contrats et les dépenses afférentes à ces mêmes contrats. Ces contrats sont suivis à l'avancement. La technique des PCA permet de ramener le montant du produit aux dépenses exécutées sur l'exercice.

La non exécution des dépenses impactent fortement sur 2024, car dans ce cas ce sont les comptes d'avances et acomptes reçus qui sont mouvementés. Ces comptes de tiers n'impactent pas le compte de résultat au contraire des produits constatés d'avance.

A noter, dans le cadre de la création d'un service santé étudiant, le versement par l'Agence Régionale de Santé à hauteur de 163 000€ qui a nécessité la constatation d'un PCA dans l'attente de l'entrée en fonction du service.

4 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Les charges et produits sont enregistrés suivant les principes comptables généralement admis.

En particulier :

- la rémunération des heures de cours complémentaires fait l'objet d'une estimation à la clôture de l'exercice basée sur le nombre d'heures de cours déjà réalisées.

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année,
- à l'avancement de la formation pour l'apprentissage,
- la subvention de fonctionnement de l'Etat est attribuée pour l'année civile,
- Pour rappel : cas spécifique des recettes liées à des opérations pluriannuelles

- ✓ Les opérations pluriannuelles sont des opérations dont l'exécution s'étend sur au moins deux périodes comptables ou exercices. Deux catégories d'opérations pluriannuelles coexistent : les opérations sans contrepartie directe (subvention reçue par l'organisme) et les opérations avec contrepartie directe (contrat à long terme).
- ✓ Contrepartie directe :
Une contrepartie directe s'entend comme la production d'un livrable portant sur la construction ou la réalisation d'un bien, d'un service ou d'un ensemble de biens ou services par l'organisme au bénéfice du financeur.
- ✓ Subventions :
Les subventions sont des produits de l'organisme dont le financeur n'attend pas de contrepartie directe d'une valeur équivalente. Elles peuvent servir à financer de l'investissement ou le fonctionnement de l'organisme.
Deux catégories de subvention coexistent :
 - la subvention accordée sans condition, le droit du bénéficiaire est acquis dès la date de notification de la subvention ;
 - la subvention accordée sous conditions, le droit du bénéficiaire est acquis lorsque les conditions sont réalisées.

Les subventions sont comptabilisées lors de l'acquisition du droit.

- ✓ Contrats à long terme :
Les contrats à long terme sont des opérations qui s'inscrivent dans le cadre de projets uniques ayant fait l'objet d'une négociation spécifique. Ces opérations comprennent toujours une contrepartie directe d'une valeur équivalente au financement reçu. Les recettes sont enregistrées à la clôture de l'exercice à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées.

Le produits relatifs aux contrats à long-terme, en l'absence d'évaluation fiable du résultat à terminaison, sont comptabilisés à hauteur des charges de l'exercice.

Les produits des autres opérations pluriannuelles sont comptabilisés au prorata temporis sur la durée d'exécution des opérations.

Résultat d'exploitation (Ventilation par nature du montant total des recettes et des dépenses)

En k€	2024	2023
Droits d'inscription	2 501	3 256
Prestations de recherche	1 243	1 447
Formation continue	794	935
Autres prestations de service	899	952
Subventions de fonctionnement Etat	57 398	57 519
Autres subventions	4 701	3 433
Taxe d'apprentissage	141	121
Autres produits d'exploitation	431	503
Taxes affectées (CVEC)	463	447
Reprise des subventions et de provisions	2 387	2 340
Recettes d'exploitation	70 997	70 965
Achats	1 836	2 174
Charges externes	6 035	5 276
Impôts, taxes et virements assimilés	744	736
Frais de personnel et charges sociales	56 388	55 623
Dotations aux amortissements et provisions	4 278	3 831
Autres charges	1 255	2 274
Charges d'exploitation	70 531	69 910
Charges d'intervention	479	422
Résultat d'exploitation	- 13	+ 625

Les produits

Les droits d'inscription

Les droits d'inscription des diplômes nationaux sont en baisse en lien avec la diminution du nombre d'étudiants.

Pour rappel, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter de droits d'inscription qui s'élèvent pour le premier cycle à **2 770 euros et 3 770 euros** pour des diplômes de deuxième cycle (contre respectivement **170 et 243 euros** pour des étudiants nationaux et assimilés).

Par ailleurs, l'Université d'Avignon a mis en œuvre une politique d'exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiants assujettis dont elle a accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés. Cette politique d'exonération de l'ensemble des étudiants a été revue au titre de l'année universitaire 2022/2023 et n'est plus automatique. Le montant des droits extra-communautaires étant par ailleurs comptabilisé sur le montant des droits encaissés (188 k€). Pour rappel, en 2023, les droits d'inscription étaient comptabilisés en recettes que l'étudiant soit exonéré ou non et en contrepartie le montant des exonérations étaient enregistrés en charge (le delta était donc de 52 €).

Les autres prestations

Le produit des versements du CAF Epure concernant l'apprentissage sont stables. Il est à noter la comptabilisation de 20% suite à un premier versement de reliquat 2020 sur l'exercice 2023 (385 k€ pour rappel) à hauteur de 96 k€.

La Contribution à la Vie Etudiante et de Campus

Le montant de CVEC perçu correspond à 6 314 étudiants à 45€ et s'établit à 469 k€ contre 447 k€ en 2023.

La taxe d'apprentissage

2023 a été marquée par la mise en place de la plateforme Soltéa qui a connu différents dysfonctionnements. Suite à cela l'établissement avait moins encaissé de TA et a donc obtenu des versements compensatoires sur les reliquats à hauteur de 15 k€ afin de rattraper le manque financier. Le montant final perçu s'établit pour 2024 à 141 k€ contre 121 k€ en 2023.

La subvention pour charges de service public

L'établissement a perçu, au titre de l'année 2024, 57 385 k€ soit une baisse de 119 k€. Pour rappel l'établissement avait perçu un versement complémentaire de 1M4 en 2023. Le montant final est supérieur de 90 k€ à la notification intermédiaire de juillet.

Les subventions

On y retrouve le financement de contrats doctoraux, la recherche (ANR), les NCU, les EUR et le cofinancement du Collège de France dans le cadre du programme PAUSE (programme d'accueil de scientifique étranger en exil) entre autres. On note une nette progression sur les contrats de recherche avec l'ANR, hausse qui compense la baisse des autres subventions (Collectivités, Union européenne) par ailleurs.

Les charges

Les achats non stockés

Ils baissent de 16% soit 334 k€. Le montant des fluides (eau, gaz, électricité) diminue de 205 k€, la plus grosse baisse étant sur l'électricité – 192 k€. Une baisse liée non pas à la consommation mais sur la tarification et notamment le prix du KWh.

Les fluides (eau, gaz, électricité) représentent 52% des dépenses d'achats non stockés.

Hormis le poste fournitures administratives (+46 k€), tous les autres postes de fournitures sont en baisse (- 181 k€)

Les autres charges externes

Elles augmentent de 9%. Les postes en hausse sont les assurances (+10 k€), les charges locatives (+24k€) en lien avec la refacturation par l'INRAE des charges liées au LAPEC, les frais d'entretien et réparations (+ 102 k€). Sont en baisse les frais de location (- 28 k€).

Autres services extérieurs

Les services extérieurs augmentent de 613 k€ soit une augmentation de 17%. Les plus gros mouvements ont eu lieu sur les rubriques gardiennage (+ 252 k€) avec le plan Vigipirate, le nettoyage (+ 189 k€), les missions du personnel (+ 82 k€). Quand aux baisses, elles concernent la formation continue du personnel (- 134 k€) et les prestations extérieures d'informatique (- 46 k€),

Les charges de personnel

Poste de charges le plus important pour l'établissement, elles augmentent de 1% soit 764 k€. Pour rappel, les mesures Guérini font l'objet d'une compensation à hauteur de 50%.

A noter aussi des décalages dans le recrutement et la suppression de la GIPA (dont le coût est estimé à 150 k€ par la DRH) qui peuvent expliquer cette hausse modérée.

Les autres charges

Elles sont en baisse de 967 k€. Cette baisse s'explique par la non comptabilisation du montant des exonérations des étudiants extra-communautaires désormais suivi à l'encaissement et les annulations de recettes sur exercices antérieurs. Les postes, en hausse marquée, sont les redevances, concessions, brevets (+ 176 k€) et les bourses à la mobilité internationale, hors dispositif AMI (+ 56 k€).

Les dotations aux amortissements et provisions

Celles-ci sont en augmentation sensible. La dotation aux amortissements augmente de 312 k€, l'établissement ayant eu une politique soutenue d'investissement ces dernières années.

Pour ce qui est des provisions pour litige, celles-ci ont été revues à la hausse. Malgré la fin d'un contentieux à fort enjeu financier (89 k€), d'autres litiges à venir ont incité la Direction des affaires juridiques à demander une provision.

Résultat financier

En k€	2024	2023	Variation 2023/2024
			en k€
Produits des valeurs mobilières de placement	0	0	-
Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	0	0	-
Reprise pour dépréciation des immobilisations financières	0	0	- 0
Autres produits financiers	0	1	-1
Total produits financiers	0	1	-1
Dotation pour dépréciation des immobilisations financières	0	4	-4
Charges financières diverses	5	3	0
Total charges financières	5	7	0
Résultat Financier	-5	-6	-3

5 AUTRES INFORMATIONS

Cette partie regroupe généralement les informations (significatives) ne concernant pas un poste précis des états financiers.

5.1 Événements postérieurs à la clôture

Néant

5.2 Bail emphytéotique

Dans le cadre du projet CPER 3A et du projet de transfert du laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LaPEC) sur le site de l'INRAE, l'INRAE met à disposition, pour effet de le rénover dans le cadre d'un bail emphytéotique, un bâtiment, localisé à Avignon-Montfavet (site Agroparc).

Le bail est consenti et accepté pour une durée de soixante-dix années entières et consécutives à compter de la date de signature (6 février 2019) du présent bail emphytéotique par les parties.

Le bail est consenti et accepté moyennant une redevance annuelle fixée à **4 837,50 euros HT** (soit **338 625 euros HT** sur 70 ans). Ce montant sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de prise d'effet du bail.

Le traitement comptable retenu pour le traitement de ce bail emphytéotique est celui applicable aux contrats de location, avec la constatation en charge des échéances contractuelles.

5.3 Engagements hors bilan

Engagements donnés

A la SATT PACA CORSE S.A.S. (« SATT Sud Est ») :

Dans le cadre de la contractualisation avec l'ANR, l'Université d'Avignon s'est engagée à confier à la SATT l'exclusivité de la valorisation des résultats de certaines unités de recherche.

*A la SAS VILLA IMMO SUR (société universitaire de recherche)

Avignon Université s'est engagée à apporter en jouissance le bâtiment du 58^{ième} RI en échange de 700 k€ de capital de la SAS VILLA IMMO SUR.

Engagements reçus :

Garanties à 1ère demande pour un total de 54 k€

Autres engagements financiers significatifs :

Tableau des autorisations d'engagements significatives n'ayant pas donné lieu, en 2024, à certification du service fait par l'ordonnateur.

Fourniss	Désignation	Reste à livrer (quantité)	Devise
6556	23008 : MAINTENANCE PREVENTIVE DES INSTA	105 965,00	EUR
2518	RARE NOUVEAU LIEN AVIGNON MARSEILLE	83 333,33	EUR
3773	24003 : PRESTATIONS UO MAT.ET OP RÉSEAU	75 000,00	EUR
7588	EXTRA LAB POUR GREEN	73 600,00	EUR
3773	Etude et mise en oeuvre du reseau Rare 2	73 320,00	EUR
3601	REGUL FACT DEC 2024	70 000,00	EUR
409	RENOVATION AMPHI AT06 CV	69 063,26	EUR
3261	ACHAT VEHICULE NEUF	38 936,67	EUR
2518	PARTAGE	37 500,00	EUR
6449	22001 : ENTRETIEN DES LOCAUX DEC 24	37 473,53	EUR
4285	TRAVAUX DE MISE AUX NORMES SECURITE	34 960,00	EUR
229	REMISE EN SECURITE MONTE CHARGE YJ957	34 103,50	EUR

5.4 Effectifs

Ventilation par catégories des effectifs en équivalents temps plein travaillé (ETPT) au 31 décembre 2024 selon la répartition suivante :

	2024	2023
Titulaires + CDI	393,0	417,5
CDD	212,5	191,9
Total Emploi ETAT	605,5	609,4
Emplois sur Ressources propres CDI	7,6	3,2
Emplois sur Ressources propres CDD	123,6	110,6
Total Emploi RESSOURCES PROPRES	131,2	113,8
TOTAL	736,7	723,2

5.5 Rapprochement des données comptables et budgétaires

La Gestion Budgétaire établie sur la base de la circulaire GBCP du 9 juillet 2018 suite à l'arrêté du 23/11/2018 portant modification du recueil des Normes Comptables ne fait pas l'objet d'un tableau de rapprochement avec les résultats comptables intégré à l'annexe des Comptes Annuels.